

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA SOCIÉTÉ NOIRE

DE

L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 3 Juin 1908, à 1 heure

PAR

Georges CHÉRON

Diplômé de l'Ecole spéciale des langues orientales vivantes

Avocat à la Cour d'appel

Président : M. LESEUR, professeur

Suffragants { *MM. PERREAU, professeur*
TRUCHY, professeur

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA SOCIÉTÉ NOIRE

DE

L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 3 Juin 1908, à 1 heure

PAR

Georges CHÉRON

Diplômé de l'Ecole spéciale des langues orientales vivantes

Avocat à la Cour d'appel

Président : M. LESEUR, professeur

Suffragants { MM. PERREAU, professeur
TRUCHY, professeur



PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUE

15, Rue Racine, 15

—
1908

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MES PARENTS

*Témoignage sincère d'affec-
tion et de reconnaissance
filiales.*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551813_0054

LA SOCIÉTÉ NOIRE

DE

l'Afrique Occidentale Française

INTRODUCTION

« Bien que l'Afrique occidentale ait été le premier point du monde vers lequel se soient dirigés les explorateurs européens — dont les expéditions se succédèrent à partir du xiv^e siècle à la recherche des pays nouveaux — peu d'établissements stables furent créés dans ces régions considérées comme des plus inhospitalières. (1) »

C'est seulement à la fin du siècle dernier que s'est constitué notre empire colonial ouest-africain grâce au génie tenace et clairvoyant du général Faidherbe. Cet

1. Rouget, *La Guinée*.

« incomparable soldat administrateur » avait rêvé « d'étendre la domination de la France sur les immenses territoires qui se prolongeaient mystérieux et inconnus, à l'est du Sénégal et tout le long de la côte jusqu'aux limites orientales de l'Afrique (1). »

Pendant les dix années (1855 à 1865) qu'il demeura à la tête de la colonie naissante où nous n'avions jusqu'à possédé que des « comptoirs précaires établis le long des côtes » (comptoirs qui avaient cependant eu « une période d'essor remarquable grâce à la Compagnie des Indes occidentales, sous les règnes de Louis XIV et de Louis XV » (2), il conquiert tous les territoires des deux rives du Sénégal, le Cayor et la Cazamance, dirigea les expéditions du Fouta-Djalon et du haut Niger.

L'œuvre fut continuée et le rêve peu à peu réalisé par les Pinet-Laprade, Brière de l'Isle, Galliéni, Archinard, Audéoud, pour ne nommer que les plus connus; des expéditions militaires, des missions d'exploration étendirent successivement notre domination sur la majeure partie des territoires compris entre l'Atlantique à l'ouest et le Niger à l'est, le Sahara au nord et le golfe de Guinée au sud (3).

1. D'Horel. *Les Colonies françaises*, publiées sous la direction de Brosard (1906).

2. Capitaine Péroz. *Au Soudan Français*.

3. A l'heure actuelle on peut dire d'après les plus récentes statistiques que cet immense domaine comporte environ 2.200.000 kilomètres carrés peuplés par plus de 12 millions et demi d'habitants. (Cf. *Bulletin du Comité de l'Afrique Française* de 1904 et *Notices* publiées par le gouvernement général de l'Afrique occidentale française à l'occasion de l'exposition coloniale de Marseille de 1906).

Mais la conquête n'était que le moyen inévitable pour atteindre ce but, ouvrir à notre commerce et à notre industrie de nouveaux débouchés et leur assurer du même coup la main-mise sur ces matières premières indispensables « dont la production devient pour une colonie tropicale un véritable monopole » (1). La poursuite de ce dessein ne pouvait d'ailleurs s'effectuer sans une organisation progressive des pays conquis et c'est ainsi que furent peu à peu constitués le Sénégal, la Guinée, la Côte d'Ivoire et le Dahomey, dont l'inter-laud commun forma d'abord le Soudan français.

Obligés, au début, de lutter de toutes leurs forces contre les difficultés multiples d'une occupation trop hâtive, ces gouvernements s'isolèrent si bien dans leur tâche respective qu'ils en arrivèrent à se traiter les uns les autres en étrangers. Mais des intérêts communs et impérieux obligèrent très vite à revenir de cette erreur politique, que le gouvernement métropolitain s'efforça de faire disparaître en instituant « une autorité supérieure qui pût, en se faisant sur les lieux une opinion décisive, faire prévaloir l'intérêt général sur les tentatives particularistes de telle ou telle colonie » (2).

Le gouvernement général créé à cette fin, par décret du 16 juin 1895, subit diverses modifications (entre autres du chef des décrets du 17 octobre 1899 et du 1^{er} oc-

1. M. Lesueur à son cours de « Législation et économie coloniales ». (1904-1905).

2. François, *L'Afrique Occidentale Française*.

tobre 1902) dont le décret du 18 octobre 1904 paraît avoir marqué le terme définitif en élevant, en somme, le gouvernement de l'Afrique occidentale française au rang de personne morale, distincte et autonome.

Cette organisation méthodique a produit des résultats dont on ne saurait contester l'importance.

C'est ainsi que l'activité économique de ces régions a fait dans ces dernières années des progrès tout à fait remarquables. Le commerce, cette manifestation la plus évidente de l'état économique des pays neufs, nous en fournit une preuve. Dans la période 1895-1906 le mouvement général du commerce s'est, en effet, élevé de 78.000.000 fr. environ, à 164.000.000 fr. (1) en chiffres ronds, et la part de la France dans l'ensemble a été de 50 0/0 (2).

Ces résultats répondent de la façon la plus décisive à ce reproche de stérilité porté si longtemps contre le Soudan. Ce grief, à la vérité, était peut-être fondé dans une certaine mesure avant notre occupation ou même tout au début de celle-ci, alors que le pays, à peine exploré, manquait de débouchés (3) et se trouvait à peu

1. *Bulletin du Comité de l'Afrique Française*. Mars 1908, supplément.

2. François, *op. cit.*

3. « Ces pays ne produisent aujourd'hui que pour leur consommation parce qu'ils n'ont pas de débouchés. C'est à peine s'ils exportent un peu d'or et d'ivoire et des plumes d'autruche, marchandises d'un transport facile et qui ne sont pas encombrantes ; chaque famille y cultive au coin de sa case du mil et des arachides pour se nourrir ; elle trouve sur les

près dépeuplé par suite de nombreuses guerres intestines qui obligeaient les indigènes, encore primitifs et, pourtant, à peu près sans besoins, à vivre au jour le jour dans la crainte et l'insécurité (1). Actuellement il ne se comprend plus.

Parmi les richesses de ces régions, il en est dont l'exploitation ne demande, pour ainsi dire, d'autre souci que la récolte, la gomme par exemple ; d'autres nécessitent à peine une industrie rudimentaire, malgré leur valeur économique considérable, le caoutchouc, les bois d'ébénisterie (parmi lesquels l'acajou), l'huile de palme. L'or extrait ou recueilli par des moyens primitifs est tellement abondant (2) que certaines régions sont déjà

arbres voisins le beurre végétal comme condiment, elle recueille le miel et la cire pour son usage, elle cultive du coton qu'elle file et tisse pour ses vêtements et l'indigo pour les teindre et enfin le tabac. L'indigène pour produire tout cela travaille peut-être la valeur d'un mois par an ; s'il trouvait à vendre les produits de son travail, il défricherait et produirait sans doute quatre fois plus comme cela a lieu depuis trente ans à la côte depuis qu'on achète les arachides et qu'un millier de navires vont y charger annuellement. » Général Faïdherbe. *Lettre au Sénat* (20 décembre 1883).

1. « Quelle était la situation politique de cette contrée lorsque nous en avons pris possession ? Trente années de guerres continues l'avaient entièrement dépeuplée, les habitants qui avaient continué d'y séjourner vivaient dans les transes continues... On conçoit aisément que dans de pareilles conditions ils ne cultivaient que le strict nécessaire pour leurs besoins, n'ayant ni occasion d'échanger leurs produits, ni désir de passer pour riches et d'amener ainsi chez eux le pillage et la ruine. » Capitaine Péroz, *op. cit.*

2. « Sans vouloir préciser, nous pensons qu'il n'existe pas dans le monde entier de pays où l'on rencontre tant de poudre d'or et de pépites entre les mains des indigènes ». Capitaine Binger *Du Niger au Golfe de Guinée*.

qualifiées de « Transvaal Français ». L'accès de ces contrées une fois ouvert, il faudra veiller à ce qu'un « rush » ne vienne pas les ruiner en y tarissant toute autre activité, ce qui serait d'autant plus fâcheux que l'Afrique occidentale peut devenir le champ infini de la culture du coton, le textile par excellence.

En résumé, ce n'est pas un pays pauvre que celui qui, sans effort industriel spécial, peut jeter sur le marché mondial de telles matières premières, et les capitalistes l'ont bien compris. Eux, d'ordinaire si méfiants pour tout ce qui concerne les colonies, n'ont pas hésité à consentir à l'Afrique occidentale, et à plusieurs reprises, une avance globale de 165.000.000 fr. (1).

Le moment était venu, en effet, de faciliter à nos compatriotes les moyens de communication et de transport, de reprendre encore une fois le plan de Faidherbe en l'élargissant. Dès à présent, le télégraphe couvre tout notre domaine d'un réseau qui sans cesse se resserre (2). Le chemin de fer (3), à travers même la forêt vierge, draine vers la côte les produits de l'intérieur, des routes sont ouvertes un peu partout, des ports creusés, les services de navigation multipliés.

1. François, *op. cit.*

2. 15.000 kilomètres environ.

3. Les voies ferrées actuellement en exploitation dans l'Afrique occidentale française, ont déjà un développement total de 1.357 kilomètres elles vont s'accroître de 150 kilomètres environ par an (*Le Journal* du 16 août 1907).

Et maintenant « sait-on avec quels moyens nous sommes maîtres de cet admirable pays plusieurs fois grand comme la France et peuplé de 10 à 15 millions d'habitants ? Sur le Niger, admirable instrument de domination, nous avons une flotille de deux canonnières et de chalands en fer, armés de mitrailleuses sous le commandement d'un lieutenant de vaisseau et d'un enseigne. Les équipages sont nègres ainsi que toutes les troupes d'infanterie et de cavalerie, tirailleurs et spahis sénégalais, qui tiennent garnison à l'intérieur des terres ; sauf les servants des canons de campagne, pas un soldat blanc. Les cadres, officiers et sous-officiers, viennent seuls de France. Et maintenant veut-on savoir le nombre des uns et des autres répartis à travers du Soudan ? Lisez-le bien, le total est de 600 Européens tant officiers que sous-officiers, médecins, vétérinaires, intendants, télégraphistes, etc., et 400 nègres enrégimentés comme fantassins, cavaliers ou conducteurs de convois. Quand on songe que nous sommes dans ce pays depuis douze ans à peine, qu'il dépasse de beaucoup en étendue l'Algérie et que dans cette colonie, vieille déjà, nous sommes obligés d'entretenir encore un corps d'armée de 40.000. hommes on trouvera certainement les effectifs du Soudan aussi extraordinaires que réjouissants » (1).

1. Dubois. *Tombouctou la mystérieuse*. Ces lignes ont été écrites il y a onze ans. L'Afrique occidentale a fait un grand pas depuis, et les chiffres donnés ne correspondent plus tout à fait à la réalité. Toutes proportions gardées cependant, les assertions de M. Dubois restent exactes au fond.

Cependant la prospérité du Soudan, dont nous nous glorifions à bon droit d'être les instigateurs, n'est pas toutefois le fruit immédiat de notre seul travail. Ce n'est un secret pour personne que l'Européen doit, en ces pays tropicaux, tout diriger et ne rien faire par lui-même. Dès lors, la mise en valeur effective ne peut être que l'œuvre de l'indigène convenablement dirigé et stimulé et l'avenir tient beaucoup en somme dans cette énigme : « Qu'est-ce que le noir ? »

C'est à peine si on a essayé de pénétrer le mystère de cette humanité si différente de la nôtre. La conquête rapide et nécessairement violente a jeté bas l'édifice social indigène, que cette société noire avait mis des siècles à construire et qui, comme le nôtre, était approprié à ses besoins et à son état d'âme (1).

On a compris un peu tard que le maintien de cette organisation, une fois étudiée et connue, aurait peut-être été le moyen le plus sûr de guider l'évolution de ces peuples dans la voie de progrès où nous voulions les engager (2). C'est pourquoi, depuis quelques années,

1. « Avant la conquête du Soudan, il existait, sinon une civilisation, mot peut-être excessif, du moins une organisation, très réelle, très forte, que l'on a niée pendant bien longtemps parce que, assise sur des bases tout opposées à nos principes, elle ne présentait à une observation rapide et forcément superficielle que des données absolument en contradiction avec nos idées. » Commandant Tellier. *Autour de Kita*.

2. Dans le projet de résolution présenté à la Chambre des députés par M. Etienne pour demander la transformation de la mission scientifique de Tanger en un institut marocain on lit (*Bulletin du Comité de l'Afrique Française*, supplément au numéro d'août 1904) « Toute notre histoire

nombreux sont ceux qui cherchent dans les ruines d'un passé à jamais aboli, semble-t-il, le secret d'institutions qui, encore debout çà et là, font obstacle à notre civilisation. Un effort très louable a même été tenté officiellement sur toute une colonie. Le gouvernement de la Côte d'Ivoire a publié un ouvrage important sur les coutumes indigènes et décidé l'application de codes soigneusement mis au point.

D'autre part et d'une manière générale, on s'est aperçu bien vite de la vanité et, parfois, du danger de l'application aux noirs des lois qui nous régissent : c'est pourquoi ont été institués les tribunaux indigènes, ou, plus exactement, pourquoi l'on a essayé une restauration de l'antique organisation judiciaire locale. Ce mouvement bien dirigé peut avoir les plus heureux effets. Si nous étions entrés plus tôt et plus délibérément dans cette voie, nombre des difficultés de l'heure présente, et plus encore de l'avenir, eussent été évitées.

N'avons-nous pas porté un coup grave à la famille, partout si « fortement constituée » et dont la « forme patriarcale » est « la base de l'organisation sociale » (1)

coloniale nous avertit de la nécessité d'une étude complète de la société marocaine, comme base essentielle d'une politique marocaine méthodiquement pacifique. N'avons-nous pas lutté maintes fois, dans l'Afrique du nord, dans l'Afrique occidentale, en Indo-chine contre des traditions et des partis avec lesquels l'expérience a montré en fin de compte qu'il eût été possible de s'étendre dès le début ? Nous avons été conduits ainsi à finir par où nous aurions dû commencer... à mettre au premier rang de nos préoccupations, dans le gouvernement des indigènes, la sociologie indigène.

1. Clozel et Villamur. *Les Coutumes indigènes de la Côte d'Ivoire*.

en écoutant les déclamations faciles d'humanitaristes zélés qui, abstraction faite de toute société existante, ne raisonnaient qu'au nom de principes, théoriquement très justes, mais dont l'application ne pouvait être que dangereuse. Nous voulons parler des anti-esclavagistes qui, s'ils peuvent s'enorgueillir d'avoir fait disparaître la traite et ses horreurs, ont failli inconsidérément nous faire commettre la faute irrémédiable de supprimer la captivité toute spéciale de l'Ouest Africain. C'eût été du même coup l'anéantissement de la main-d'œuvre, cette pierre d'achoppement de toute colonisation dans la zone tropicale, la ruine pour les hommes libres, ainsi spoliés du jour au lendemain, la misère pour les serviteurs eux-mêmes qui ne demandent nullement à changer de condition.

Un autre point devrait retenir l'attention des gouvernants ; à savoir que l'élément indigène est absolument hors d'état de saisir la portée de notre manière d'agir à son égard. Il nous est tellement soumis que, pour employer une expression arabe, il se trouve vis-à-vis de nous, « comme un cadavre entre les mains du laveur de morts » et qu'il n'ose jamais protester contre les froissements de notre part, souvent involontaires. Il faut bien y prendre garde car c'est nous préparer pour l'avenir de très grosses difficultés si, sans même y penser, nous allons bouleverser une institution essentielle en lui substituant un nouveau mode qu'il ne peut encore comprendre. C'est ainsi qu'il

serait périlleux de généraliser le système des concessions de terrains faites aux Européens un peu trop à la légère, et sur une trop grande échelle. Cet erre-ment regrettable ne peut que nous aliéner le Soudanais (1), qui ne s'est pas encore élevé jusqu'à la notion de propriété individuelle en matière foncière et immobilière (2). Pour lui il ne peut y avoir qu'une sorte de copropriété familiale, le patriarche de chaque maisonnée n'étant que l'administrateur, l'usufruitier des biens communs, si bien qu'on ne peut concevoir un seul individu possédant en propre une parcelle de terre (3).

Mais point n'est besoin d'aller jusqu'à contrarier ces idées fondamentales, pour nous attirer la haine de nos assujettis noirs, il suffit simplement de heurter chez eux une quelconque de leur plus infimes superstitions. On a peine à se rendre compte, par exemple, combien l'application des articles 55, 56 et 57 de notre Code civil rencontre d'hostilité parmi les nègres africains qui, pour des raisons de mauvais œil, non moins que pour l'observance d'un rituel imparté à fin de puri-

1. « Donner ces bois, ces terres incultes, mais exploitables, serait une spoliation. » Arcin. *La Guinée Française*.

2. « La propriété mobilière telle qu'on l'entend chez nous n'existe pas au Soudan et de plus la terre cultivable n'est pas alotie. » Colonel Marchand. *L'esclavage de l'islamisme devant la civilisation*.

3. « La propriété particulière est tout entière aux mains du chef de case, les frères et les fils ne possèdent que ce qu'ils ont pu acquérir par leur travail personnel, appliqué à autre chose qu'à la culture de l'exploitation des terres qui forment le patrimoine familial. » Famechon *Notice sur la Guinée*.

fication, ne consentent à dénommer le nouveau-né que le huitième jour qui suit l'accouchement. En conséquence, l'indigène, qui comprendra toute la valeur s'attachant à l'enregistrement de la naissance de son enfant, consentira bien à le déclarer en temps voulu, mais il ne donnera jamais son nom « qu'à contre-cœur avant les délais fixés par la coutume beaucoup plus large que ceux déterminés par notre loi » (1).

Ainsi apparaît la nécessité chaque jour plus pressante de scruter le milieu indigène, de pénétrer, s'il se peut, jusqu'à la source de sa manière d'être. Il faut, selon l'expression de l'administrateur Charles Monteil, « connaître les gens, les ressorts de leurs actions, leurs aptitudes intellectuelles, leurs mœurs et leur langage, avoir aussi au point vue de l'histoire et de la géographie... des connaissances nombreuses et variées » (2).

Ces recherches peuvent paraître impossibles, surtout quand on n'a pas été sur place, comme c'est notre cas. Ce n'est point tout à fait exact, elles sont malaisées seulement. Les voyageurs qui ont sillonné le pays depuis les époques les plus reculées ont, en effet, recueilli avec soin quelquefois, avec conscience presque toujours, les faits qu'ils ont été à même d'observer. Ils nous ont ainsi conservé la physionomie générale d'un

1. François, *op. cit.*

2. *Monographie de Djenné.*

monde nègre à peu près disparu, du moins dans ses manifestations les plus typiques.

A une lecture attentive apparaissent bientôt les grandes lignes directrices de toute cette humanité si disparates cependant quand on entre dans le détail.

Et cela s'explique lorsqu'on a constaté qu'il y a eu, « dans cette partie du monde comme dans les autres, de grands mouvements de peuples, des migrations, des croisements de races, des fondations et des chutes d'empires, dont on peut à peine aujourd'hui retrouver la trace » (1). D'où un mélange extraordinaire de toutes les peuplades hétérogènes et une pénétration mutuelle à bien des égards.

De cette fusion dans un « creuset formidable » d'hommes « d'origines différentes, de types et de langues dissemblables » il est résulté, par suite « d'une vie côte à côte durant des siècles », par suite aussi « du mélange des sangs » une « atténuation des caractères et des mœurs » partant une similitude d'institutions et de coutumes (2).

Si bien que les races « disséminées dans le pays » ne sont pas « contiguës » mais « juxtaposées » (3), absorbées les unes par les autres. Elles sont, selon l'ex-

1. Capitaine Piétri. *Les Français au Niger*.

2. *Haut Sénégal et Niger*. Notice publiée par le gouvernement général de l'Afrique occidentale française.

3. François. *Notre Colonie du Dahomey*.

pression du lieutenant Moreau (1), comme les couleurs du prisme dont on perçoit bien la différence, mais sans toutefois pouvoir trouver une séparation nette entre elles.

Le présent travail a pour but de mettre en évidence le fond d'idées communes à tous les noirs de l'Afrique occidentale française.

La valeur des caractéristiques essentielles que nous exposerons réside entièrement dans les nombreux ouvrages dont la nomenclature se trouve à la fin de cette étude, et notre synthèse est le produit de ces analyses partielles.

Voilà pourquoi nous nous appliquerons en terminant ces paroles du père Labat (2) « Je ne parleroy de l'Afrique que sur la foy d'autrui et sur des mémoires, mais sur des mémoires de gens sages, éclairez, d'une probité reconnue qui ont demeuré bien des années dans les païs que je vais décrire ».

1. *Notice générale sur le Soudan*, publiée par ordre du général de Trentinian.

2. *Nouvelle relation de l'Afrique occidentale*.

CHAPITRE PREMIER

Les Personnes

Le trait caractéristique de l'organisation sociale du Soudan, c'est que partout nous rencontrons deux catégories d'individus bien distinctes, les hommes libres et les esclaves, séparés par une classe intermédiaire occupant une situation entre la liberté et le servage.

Hommes libres

— Les hommes libres forment la minorité. Ils sont pêcheurs, chasseurs, pasteurs, agriculteurs ou même commerçants. Avant notre arrivée, quand la guerre était à l'état endémique, ils étaient accessoirement chargés de la défense du pays et de la formation des contingents réunis pour envahir les voisins.

« Dans les états plus précisément organisés pour la guerre, la profession des armes », était même devenue « une spécialité exercée par une caste particulière » (1),

1. Docteur Ricard. « *Le Sénégal* ».

celle des guerriers, caste de beaucoup la plus considérée et qui avait la place prépondérante dans le groupement. Le travail des champs et la garde des troupeaux, très en honneur dans l'ouest Africain, devenaient en ce cas l'apanage d'une portion d'hommes libres, exempts de tout devoir militaire, et qui étaient cependant secondés occasionnellement dans leur tâche par les premiers, quand ceux-ci jouissaient de quelque répit. C'est ainsi qu'il se forma une classe moyenne, de beaucoup la plus active et la plus utile, mais qui ne joua jamais qu'un rôle effacé, bien qu'elle soit formée d'individus libres jouissant des mêmes droits que les soldats.

Chez les autres peuplades, cette subdivision n'eut pas lieu. Ce n'est qu'en cas d'attaque ou encore quand l'occasion se présentait de faire une fructueuse razzia que les hommes libres couraient aux armes, délaissant momentanément les cultures et le bétail. L'alerte passée, l'expédition terminée, chacun s'en retournait à sa besogne habituelle.

A l'heure actuelle « Aujourd'hui que les guerres sont terminées » (1) on peut dire qu'il n'y a plus de guerriers, tous les hommes libres sont revenus vers la terre et quelque puissants, quels que riches qu'ils soient, ils ne dédaignent pas d'y travailler côte à côte avec leurs gens.

1. Capitaine Perignon, « *Haut Sénégal et Moyen Niger.* »

La seule prérogative qui leur reste maintenant, encore qu'elle ait été très amoindrie par notre action administrative, est celle de prendre part avec voix délibérative et prépondérante aux affaires du village, en assistant aux conseils ou palabres tenus en vue des intérêts communs. Ce privilège avait jadis une importance capitale. Qu'il s'agisse en effet de peuples peu avancés n'ayant pas « dépassé l'organisation communale » (1) de ceux qui, formés en confédérations de villages, obéissaient à un seul maître, qu'il soit enfin question de ces empires successifs solidement établis autrefois, partout et à quelque degré qu'il soit placé, nous trouvons le chef entouré d'une assemblée d'hommes libres, avec le concours de laquelle il administre et rend la justice.

Pour asseoir notre autorité il nous a fallu nécessairement ruiner la puissance de cette institution qui l'aurait contrebalancée et, sur ce point, nous avons agi très habilement au mieux de nos intérêts sans froisser l'indigène. Tout en maintenant pour la forme les chefs de villages et de provinces avec leurs conseils de notables, nous en avons fait des créatures de notre administration dont ils ne sont au fond que les intermédiaires. Par cette adroite combinaison, le noir n'a jamais affaire directement avec l'administrateur. Tout se fait par le canal du chef qui représente ses subordonnés et qui

1. Docteur Bayol « *Voyage en Sénégalie.* »

seul est responsable de l'exécution des ordres qu'il reçoit. Il en résulte moins de récriminations, moins de froissements aussi, parcequ'en fin de compte, le nègre ne voit pas le blanc sous le chef dont l'autorité et le prestige, purement superficiels, lui imposent l'obéissance et le respect comme par le passé.

En résumé de ces deux droits, qui font songer à ceux d'host et de plaid de notre féodalité il ne reste actuellement plus grand chose.

Au Soudan, comme partout ailleurs, la richesse a créé au sein de l'élément libre de grandes différences dans la condition sociale. Dans un pays où la fortune se mesure au « nombre des captifs », (1) il s'ensuit forcément que tout homme aisé est puissant parce qu'il étaye sa force sur le nombre plus ou moins considérable de gens qu'il commande.

D'autre part, dans une société où l'expérience que confère le grand âge est tenue en très haute estime, où le vieillard, très respectueusement écouté, occupe la première place, le seul fait d'avoir des cheveux blancs procure toujours le crédit et l'autorité.

De ces deux considérations découle cette conséquence que le pouvoir a toujours été le lot des plus forts ou des plus sages, qui sont devenus les chefs et les grands ; ainsi s'est formé, dans la caste libre, une sorte de noblesse qui a constitué la classe dirigeante,

1. Lieutenant-colonel Monteil, *Un voyage d'exploration au Sénégal*.

la seule qui puisse fournir les chefs, les dignitaires et les ministres. Chez les peuples les plus avancés, où la conception de royauté s'est faite jour, cette manière d'autocratie va jusqu'à participer, constamment ou occasionnellement, suivant le cas, à l'élection du souverain, celui-ci ne pouvant être choisi que parmi les princes de la famille royale (1), premier échelon de la société.

Enfin chez les primitifs l'homme initié aux secrets de la religion se voit toujours l'objet d'une crainte respectueuse. Cela tient à ce que ses fonctions sont incomprises, par conséquent redoutées du vulgaire dont la mentalité superstitieuse et timorée ne peut s'élever jusqu'à l'explication des phénomènes courants qu'il croit dus à une intervention occulte, plus souvent malfaisante que bonne, et qu'il importe à tous prix de se concilier. Un tel homme appartenant souvent à la classe libre, peut jouer un rôle important.

Sans parler du catholicisme et du protestantisme, dont les adeptes noirs sont en nombre infime en Afrique occidentale, nous pouvons dire que seules deux religions, l'islamisme et le fétichisme, y sont pratiquées, y coexistent sans se contrarier, tantôt l'une, tantôt l'autre ayant la prépondérance.

L'islamisme « cette tâche d'huile qui s'étend petit à petit sur le continent Africain », (1) n'est plus au

1. Cf. docteur Béranger-Féraud. *Les peuplades de la Sénégambie* et l'abbé Bouche. *La côte des esclaves et le Dahomey*.

2. Reichenbach. *Etude sur le royaume d'Assinie*.

Soudan ce qu'il est chez les arabes. Il s'y trouve superposé au culte fétichiste sans y rien modifier, à telle enseigne que seules les démonstrations extérieures du culte sont à peu près assidûment suivies. Et cela a lieu même chez les musulmans nègres les plus farouches, les plus intransigeants, comme les Peuls et les Toucouleurs, où il est même « mitigé de grossières superstitions » (1). Il convient d'ailleurs de remarquer que l'indigène, très tolérant en matière religieuse, ne se montre toujours sur cette question que d'une « ferveur tiède » (2).

Ce qui a fait le succès de l'Islam dans l'ouest africain, c'est la simplicité de son dogme, qui a l'avantage d'offrir aussi un code civil et un code criminel s'adoptant « aisément à l'état social des nègres » (3), c'est surtout qu'il est en parfaite concordance avec les idées du milieu puisqu'il admet la polygamie, la circoncision, la croyance aux génies et aux amulettes, le culte des ancêtres, c'est enfin parce qu'à la personne du mahométan s'attache un renom de justice, d'honnêteté et de perfection qui pose et recommande son homme.

La religion de Mahomet ne comportant pas de clergé, son seul représentant en pays noir est le marabout, sorte de lettré connaissant bien la doctrine du pro-

1. Colonel Borgnis-Desbordes. Ministère de la Marine et des Colonies. *La France dans l'Afrique occidentale.*

2. Dubois, *op. cit.*

3. Arcin, *op. cit.*

phète et la suivant servilement jusqu'en ses moindres préceptes. Son importance sera d'autant plus grande qu'il sera chez un peuple plus religieux. Il pourra être chef, conseiller considérable, ou notable influent ; ce sera le ministre procédant aux unions, l'éducateur religieux de la jeunesse, maître d'école parfois très humble, à moins qu'il ne soit tireur de bonne aventure ou marchand de gris-gris (1) de sa fabrication, vivant toujours de l'exploitation de la crédulité publique.

Quant au fétichisme, ce n'est autre chose qu'un « animisme général » (2). Le noir croit bien en un être suprême, mais il le juge « trop élevé pour se mêler des affaires des mortels » c'est pourquoi il a « créé pour cet effet une multitude de divinités subalternes, dont l'office est de donner attention à la conduite des hommes et ce sont-là les fétiches (3) ».

C'est pour se concilier ces esprits, bons ou mauvais, que le nègre a recours au féticheur, intermédiaire entre l'homme et le fétiche. Ces prêtres ne sont ordinairement que des plébéiens plus intelligents ou plus habiles, et il n'y a guère qu'au Dahomey qu'on les voit vraiment libres et tout puissants. Dans ce pays, bien que le pouvoir soit « despotique dans l'acception la plus rigoureuse du terme », (4) « les rois sont obli-

1. Abbé Boilat, *Esquisses Sénégalaises*.

2. Mondière, *Les nègres chez eux*.

3. Isert, *Voyage en Guinée*.

4. Docteur Férés, *La Côte des Esclaves*.

gés de s'incliner devant leurs décisions (1) ». Ils sont d'ailleurs en cet endroit non plus séparés, indépendants les uns des autres comme autre part, mais fortement constitués en confréries, dont dépendent des collègues où se forment les adeptes du culte.

Ce que nous venons de dire des marabouts et des féticheurs, s'applique à l'ancien état de choses. Sous notre domination, ils ont perdu tout pouvoir politique, seule la puissance religieuse leur reste, dans la mesure toutefois où elle ne peut nous nuire et où ses manifestations n'ont rien de contraire aux principes d'humanité.

Gens de Caste

La seconde catégorie de personnes, que nous rencontrons en étudiant la société de l'Afrique occidentale, est celle des hommes qui, sans être tout à fait libres, ne sont cependant pas captifs. Ce sont les plébéiens, les roturiers, ceux que l'on englobe généralement sous la dénomination de gens de castes. A part les griots tous sont des artisans ; forgerons, cordonniers, tisserands, la plupart très laborieux, très intelligents et très habiles, bien que disposant des moyens les plus rudimentaires, et pourtant, malgré leur utilité incon-

1. Chaudoin. *Trois mois de captivité au Dahomey.*

« Il n'y a que les prêtres du fétichisme qui savent quand ils le veulent tenir en échec l'autorité du redouté monarque et surtout le grand prêtre. » Commandant Mattei ; *Bas Niger. Benoué. Dahomey.*

testable, ils sont traités en « parias », (1) voués à la réprobation de tous.

Le noir en effet attache tout son dédain à « certaines professions exigeant un travail de détail » (2) au point qu'il croirait déchoir en les pratiquant. Il y a là une croyance dont l'origine est assez obscure, et qui semble s'expliquer, soit par la bassesse du métier, soit par l'usage constant qu'il fait d'une force naturelle inconnue, en conséquence redoutée, soit enfin par l'extérieur peu soigné au quel son exercice oblige. Il convient aussi de remarquer que, malgré le mépris dont on les accable les gens de caste sont toujours menagés, parcequ'on les craint, l'opinion publique en faisant surtout des sorciers en commerce constant avec les esprits.

Ce sentiment de répulsion à l'égard de la plèbe est tel que jamais un homme libre n'y prendra femme jamais une femme libre n'y choisira un époux ; il va même jusqu'à interdire d'une classe à l'autre toutes relations intimes entre les sexes, quelles que passagères qu'elles soient. D'où, pour les roturiers, l'obligation à l'endogamie qu'ils ont poussé jusqu'à ses plus extrêmes limites en la restreignant encore le plus souvent à leur propre caste qui se comporte à l'égard des autres comme envers celle des hommes libres.

1. Madrolle. *En Guinée.*

2. Raffenel. *Voyage dans l'Afrique occidentale.*

Une autre conséquence du discrédit qui s'attache au bas peuple c'est l'impossibilité pour lui de sortir jamais de sa condition. Quoiqu'il fasse le griot, le forgeron, le cordonnier ou le tisserand, restera toujours tel, même s'il n'a jamais exercé cette profession, et il en sera de même de ses descendants les plus reculés.

Mais si d'infranchissables barrières séparent la classe des hommes libres, de celle des hommes de métiers, elle ne peuvent pourtant pas vivre l'une sans l'autre et, d'un besoin réciproque, sont nés d'intimes rapports sociaux.

En Afrique occidentale où « la main-d'œuvre mercenaire ne peut être », (1) l'artisan se trouvant dans l'impossibilité de vivre du libre exercice de sa profession, s'attache forcément à un groupement familial qui, en change de ses services, lui fournira la subsistance et l'entretien. Il finira vite par se considérer comme faisant partie de la maison et ce sentiment se consolidera encore davantage de part et d'autre au cours des générations suivantes.

Si le chef du groupe reconnaît en lui quelque qualité, s'il lui témoigne quelque sympathie, quelque affection, c'est lui qu'il prendra toujours comme confident, comme conseiller, qu'il chargera de missions de confiance. Du coup son humble fonction se muera en ministère des plus

1. Lieutenant-colonel Monteil *La civilisation au travers des âges* (Conférence faite à Mons sous les auspices de l'école supérieure commerciale et consulaire le 5 avril 1906.)

influents. Cette prérogative accidentelle a fini par devenir constante, du moins en ce qui concerne le griot et le forgeron, et elle s'est ancrée dans les mœurs à titre d'institution. Si la famille s'est adjoint plusieurs hommes de la même caste, ce privilège échoit toujours au plus âgé qui est de droit leur chef : plus elle est puissante, plus la situation de celle-ci est importante, plus sa personne est respectée et crainte. D'où le rôle considérable du griot et du forgeron des chefs et des grands.

Enfin terminons ces idées générales sur les castes en disant que leur origine n'est pas encore nettement démêlée. Sont-ce d'anciens esclaves libérés, restés par nécessité dans cet état de demi-servage, sont-ce au contraire des hommes libres qui, de gré ou de force, ont dû accepter cette situation inférieure ? Il y a là un point qui n'est pas encore éclairci et que nous ne pouvons pas malheureusement élucider. C'est d'ailleurs pourquoi nous avons réservé la question dont la place naturelle était en tête du présent paragraphe.

Griots. — Les *griots* forment « la portion la plus dégradée de la population » (1), une caste abjecte et inutile. Ce sont des parasites qui ne produisent absolument rien, « car il leur est interdit de se livrer à aucune occupation manuelle » (2). Ils tirent toutes leurs ressources de l'exploitation du « défaut capita-

1. Raffenel. *Nouveau voyage dans les pays noirs.*

2. Colonel Borgnis-Desbordes, *op. cit.*

des noirs, la vanité » (1) et s'imposent « ainsi aux grands comme aux petits » (2).

La façon de procéder du *griot* est des plus ingénieuses. Il commence par accabler de louanges celui dont il veut obtenir quelque présent, vantant sa générosité, sa bravoure, sa noblesse ainsi que celle de ses ancêtres. S'il ne réussit pas il fera alors une comparaison peu avantageuse entre sa libéralité et celle d'un de ses aïeux ou même celle d'un citoyen connu. Si ce moyen n'a pas de succès, il essaiera enfin du chantage, lui affirmant à mots couverts qu'il connaît quelque anecdote dont la divulgation lui serait désagréable ou nuisible. Finalement la victime cède et le *griot* s'en va chantant la grandeur de son bienfaiteur. Mais la flatterie n'est pas le seul moyen d'existence du *griot*, il a bien d'autres cordes à son arc.

C'est l'homme indispensable aux fêtes et aux cérémonies, car, en plus des bouffonneries qu'il débite, des nombreuses chansons qu'il connaît, il sait faire de la musique sur des instruments de sa fabrication, sortes de xylophones, de guitares, de flûtes et de tambours, au moyen desquels il accompagne les danses, si en honneur au continent noir. S'il est de toutes les réjouissances, naissances, baptêmes, circoncisions, mariages, il est également indispensable aux funérailles où il

1. Vuillot. *Notes sur le Baol*.

2. Docteur Bérenger-Féraud, *op. cit.*

s'efforce de consoler la famille « en exaltant les vertus du défunt » (1).

C'est encore le chroniqueur qui connaît à fond les faits et les gestes du passé et qui chante les exploits des héros.

C'est aussi l'homme d'affaires qu'on charge un peu de toutes les besognes et qui les exécute toujours avec habileté. Il s'occupe aussi bien à conclure les mariages, qu'à faire les petites commissions des amoureux.

C'est enfin le magicien, le charlatan qui soigne plus ou moins empiriquement et vend des drogues efficaces ou non.

A la guerre le *griot* entraînait les guerriers et excitait leur courage. Jamais il ne combattait, car il ne portait pas d'armes. S'il était pris, il était sûr, non seulement d'avoir la vie sauve, mais encore de ne pas être réduit en esclavage. Il s'attachait d'ailleurs à ses vainqueurs et, sans scrupule aucun, chantait leur bravoure et leur gloire. Il était aussi employé comme espion et comme parlementaire.

Il va sans dire qu'on rencontre très rarement le *griot* vivant à l'état isolé, il dépend presque toujours d'une maisonnée qui le fait vivre et au profit de laquelle il exerce ses nombreuses industries. Plus elle est riche et plus elle a de *griots*, car c'est un signe d'opulence que de pouvoir nourrir des bouches inutiles pour son

1. Vigné d'Octon. *Journal d'un marin*.

seul agrément. Le plus vieux des *griots* joue toujours dans le groupe un rôle considérable, c'est lui l'archiviste de la famille, l'homme de confiance du maître qui en fait son factotum et se décharge sur lui d'une partie de ses attributions en lui confiant pour cela une portion de son autorité et de sa puissance.

Près du chef le *griot* devient conseiller intime, ministre ; c'est un personnage plus important que le premier notable et, qui toujours craint, jouit du respect et de la considération de tous.

Quant à la femme du *griot*, qu'il ne peut choisir que dans sa caste, elle est généralement de mœurs très relâchées, au grand profit de son mari. Comme lui, elle vit de ses flagorneries, calomnies et menaces ainsi que de la vente de ses bons offices. C'est aussi souvent la compagne et la confidente d'une femme libre, mais elle est plus spécialement coiffeuse et danseuse.

On le voit, la caste des *griots* forme la lie du peuple. Aussi les noirs les regardent-ils « comme des êtres abjects et dégradés » (1) tout en ayant cependant pour eux beaucoup de crainte et, par suite, certains égards. En effet « le droit qu'ils ont d'accabler d'injures ceux dont ils ont à se plaindre fait qu'on les traite bien pendant leur vie et qu'on leur accorde même une sorte de considération, mais on s'en venge après leur mort par les plus grands affronts » (2). La dépouille du

1. Marche « *Trois voyages dans l'Afrique Occidentale.* »

2. Durand « *Voyage au Sénégal.* »

du griot étant réputée impure, on ne peut lui permettre de reposer dans la terre qu'elle ne manquerait pas de souiller, c'est donc au creux de quelque arbre qu'on la laissera pourrir.

Forgerons. — La caste des *forgerons* est bien moins méprisée que celle des griots mais, par contre, elle est beaucoup plus crainte. Loin d'être stérile comme cette dernière, elle est au contraire très utile à la société, le *forgeron* travaillant tous les métaux. Il apporte d'ailleurs dans son industrie beaucoup d'intelligence et d'habileté et, souvent avec ses outils primitifs, il arrive à des résultats vraiment surprenants.

Le noir, dont l'esprit superstitieux est encore fortement imbu de vieux restes confus de pyrolâtrie, voit en cet homme « un descendant d'êtres surnaturels » (1) possédant une puissance occulte, grâce à laquelle il opère sur les métaux des transformations incompréhensibles avec le seul aide du feu, cette force mystérieuse qui sert surtout au rite de la purification.

Voilà pourquoi le *forgeron* est considéré comme un sorcier très versé dans l'exorcisme.

C'est aussi le prêtre des fétiches locaux et, en cette qualité tout autant qu'en celle de chirurgien, médecin et apothicaire, il est chargé de l'importante fonction de circoncire les jeunes gens, opération dont il a seul le privilège.

1. Charles Monteil, *op. cit.*

Jadis les *forgerons* jouaient encore un rôle considérable en cas de guerre, sa connaissance approfondie des simples lui ayant donné le secret de terribles poisons et de leurs antidotes, il était l'auxiliaire précieux des guerriers, dont il empoisonnait les flèches et qu'il soignait sur le champ de bataille. Tout comme le griot, s'il y était pris, sa personne était respectée et il n'était ni tué, ni fait esclave.

Comme lui, aussi le *forgeron* fait partie d'une famille à laquelle il s'est attaché et pour le compte de qui il travaille moyennant la nourriture et l'entretien de lui et des siens, comme lui, il y occupe une place prépondérante près du maître.

Il devient même un très grand personnage près des chefs qui « ont toujours auprès d'eux un ou plusieurs forgerons dont ils font leurs compagnons d'ivresse, leurs conseillers, leur compagnie, leur escorte continue, ils les emploient comme agents pour porter des ordres, prendre des informations, etc. L'avis du forgeron a souvent sur l'esprit du chef beaucoup plus de poids que celui des notables du village. On comprend aisément, qu'avec une semblable situation, on puisse rencontrer assez souvent des forgerons qui n'ont jamais forgé et dont plusieurs aïeux même n'ont pas forgé davantage » (1).

La caste des forgerons étant la plus fermée, l'endogamie y est strictement pratiquée.

1. Dr Tautain. *Notes sur les castes chez les Mandingues.*

La femme du *forgeron* participe à la crainte et au respect qu'on témoigne à son mari. Elle a d'ailleurs à peu près les mêmes fonctions que lui : sorcière, prêtresse et médecin, elle opère l'excision sur les jeunes filles, est très réputée comme sage-femme, enfin elle s'est faite, de même que la griote, une spécialité dans l'art de la coiffure.

Cordonniers et tisserands. — Les *cordonniers*, autrement dits ouvriers en cuir, et les *tisserands*, vivent exclusivement du produit de leur travail. Ce sont d'honnêtes ouvriers, actifs et laborieux, qui exercent avec goût un métier des plus nécessaires.

Dans la maisonnée dont ils dépendent, jamais ils ne cherchent à s'occuper des affaires domestiques, près des grands et des chefs même, jamais ils ne jouent un rôle politique quelconque, si effacé qu'il soit.

Ce sont des gens simples, aimant par dessus tout leur besogne et s'en contentant. Cependant les noirs les mésestiment profondément, un peu moins peut-être que les forgerons et surtout les griots, et les enferment durement dans leur condition sans espoir pour eux d'en sortir jamais, soit pour changer d'état, soit pour se marier. Ce sentiment nous semble très injuste : il s'explique probablement par de vagues superstitions, peut-être aussi parce que leur profession ne leur permet pas d'avoir cet aspect propre et digne qui, pour les nègres, a seul droit aux attentions et aux égards.

Laobès et Somonos. — Les artisans qui travaillent

le bois et les riverains des grands cours d'eau qui sont à la fois pêcheurs et passeurs, forment moins des castes que des classes héréditaires. Ce sont des peuplades libres, nullement mal considérées, qui ont le droit de s'allier avec la classe des citoyens, et auxquelles les professions honorables ne sont pas fermées. Cependant elles préfèrent ne pas abandonner leur état ni contracter des unions en dehors de leur sein, probablement par attachement aux traditions de leurs ancêtres.

C'est ce qui fait qu'on les a souvent pris pour des castes.

Elles ne sont d'ailleurs pas répandues dans tout l'ouest africain et « ont peu d'importance dans les tribus » (1).

Les *Laobès* fabriquent tous les objets en bois (principalement les ustensiles de ménage) même des pirogues. « Ils sont nomades et voyagent par familles. Ils s'installent près d'un village et y restent tant qu'ils ont des commandes. Lorsqu'ils n'ont plus de travail ils vont plus loin. (2) »

Quant aux *Somonos* ils ont le privilège exclusif de la pêche et du transport par eau sur les fleuves et rivières au bord desquels ils habitent. En retour de ces avantages, deux lourdes charges les frappaient autrefois, « l'obligation de satisfaire à toutes les réquisitions

1. Colonel Borgnis-Desbordes, *op. cit.*

2. Vuillot, *op. cit.*

de transport du chef » (1) et son « approvisionnement en poissons à titre gratuit » (2).

Esclaves

La troisième catégorie de personnes comprend les hommes non libres qu'on appelle souvent *serfs*, *captifs* ou *esclaves*, sans qu'aucun de ces mots ne corresponde exactement à la situation qu'il évoque à nos yeux.

En Afrique occidentale en effet, cette classe d'individus se trouve aujourd'hui dans une condition qui n'a aucun rapport avec celles que nous connaissons déjà, condition qui n'est ni pénible, ni même deshonorante et qui est « la pierre angulaire des sociétés noires » (3).

Si l'esclavage, tel que nous le comprenons, avec les guerres injustes et cruelles où il trouvait sa source, avec les horreurs de la traite, a existé un moment au Soudan, disons vite qu'il y est maintenant à jamais interdit et sévèrement réprimé.

Du reste, bien avant notre arrivée dans le pays, les noirs eux-mêmes faisaient une distinction entre les deux sortes d'esclavage qui coexistaient alors chez eux et pour chacune desquelles ils avaient un terme spécial : esclavage de traite d'une part, esclavage de case de l'autre. Il ne faut donc pas perdre de vue cette diffé-

1. Capitaine Péroz. *Au Niger*.

2. Général Galliéni. *Deux Campagnes au Soudan français*.

3. Colonel Marchand. *L'esclavage et l'islamisme devant la civilisation*.

rence et bien remarquer que si l'esclavage de case, le seul actuellement en vigueur, à la source principale dans l'esclavage de traite, présentement aboli, il n'a cependant jamais été confondu avec lui.

Nous avons déjà indiqué à plusieurs reprises qu'au Soudan l'esclavage était une nécessité, revenons maintenant sur les raisons qui l'y justifient. Elles sont d'ordre social et d'ordre économique à la fois.

Cette institution en effet était indispensable au groupement familial qui, du fait de la polygamie, du fait de son organisation propre, formait au sein de la société un organisme spécial, une cellule indépendante, dont toutes les autres agglomérations sont dérivées. Pour subsister, ce groupement a dû nécessairement se défendre s'imposer quelquefois par la violence. Il a, pour ce faire, rassemblé un nombre suffisant « d'individus capables de représenter une force » (1) laquelle a eu vite fait de soumettre et d'absorber les individus trop faibles pour leur résister qu'ils soient isolés ou réunis en petits clans. Ce bloc, ainsi constitué, à pu s'opposer à ceux qui se sont trouvés en contact avec lui à un titre quelconque, et, jouissant ainsi d'une sécurité relative, parer à ses besoins. La maisonnée est donc arrivée à former un tout puissant en lui-même la vie et la force, grâce au concours de tous ses mem-

1. Le Dahomey. Notice publiée par le gouvernement général de l'Afrique Occidentale Française.

bres sous l'autorité du chef, représentant l'intérêt général. A ce dernier incombe, avec toute la responsabilité, la répartition de la besogne entre tous et l'assignation de la tâche propre à chacun.

On le voit, un tel état de choses est inconciliable avec tout système de travail mercenaire librement consenti et, dans ces conditions, la main-d'œuvre s'impose alors d'elle-même.

Mais il y a plus « la propriété en Afrique repose sur l'exploitation de la terre et uniquement sur elle » (1). Il en résulte que les bras qui la cultivent deviennent le facteur essentiel de son existence et, par suite, la source de toute richesse, tant et si bien que l'on peut dire qu'en Afrique occidentale l'idée de possession et de fortune ne trouvent leur signification que dans l'esclavage.

Il convient enfin de bien remarquer que, dans cette société primitive, où la monnaie est inconnue, où seul existe le troc le plus rudimentaire sans base unique de comparaison, l'esclave devient forcément « une valeur courante » (2) « qui sert aux échanges » (3). Et cela, parce qu'il est une marchandise réunissant les meilleures conditions d'écoulement ; l'utilité en tous lieux et le transport facile n'importe où. A ce point de vue encore les esclaves sont une source de profits pour la

1. Lieutenant-colonel Monteil. *La civilisation au travers des âges.*

2. Noïrot. *A travers le Fouta-Djallon et le Bambouc.*

3. Commandant Rémy. *La Sénégambie.*

maisonnée qui cherchera à en avoir toujours un gros contingent pour le trafic et qu'elle se procurera dans son sein, s'il y a pléthore par suite des naissances, et, à défaut, au moyen d'une razzia chez les voisins.

De ces considérations sur les raisons d'être de l'esclavage dans l'ouest Africain il ressort « qu'on est esclave non par infériorité de nature, mais seulement par accident (1). » L'homme libre en effet n'est jamais sûr du lendemain où, par suite de quelque circonstance fortuite, il peut perdre sa condition et devenir de gré ou de force la chose d'autrui.

C'est surtout la guerre qui fut la cause de la perte de la liberté. En effet les hommes qui, au cours d'un combat tombaient aux mains des guerriers plus forts ou mieux armés qu'eux, les vieillards, les femmes, les enfants qui, lors de la prise d'un village ne pouvaient s'échapper, tous ceux, en un mot, que le massacre épargnait et qui restaient au pouvoir de l'ennemi, étaient emmenés en servitude chez les vainqueurs, après partage fait. Certes leur sort à ce moment était affreux ; il leur fallait marcher durant de longues journées dans des sentiers incommodes sous un soleil de plomb, cruellement entravés, chargés au delà de leurs forces, exténués de fatigue de soif et de faim et maltraités sous le moindre prétexte. Quiconque s'arrêtait était impitoyablement tué. Une fois arrivé leur condition s'améliorait si toutefois leur maître, ayant

1. Abbé Bouche, *op. cit.*

besoin de leurs services, les conservait chez lui. Bien entretenus, bien considérés, ayant peu de besogne à faire, ils pouvaient alors vivre heureux sans trop regretter le passé. Dans le cas contraire leur calvaire recommençait car, voulant à toute fin en tirer profit, leur possesseur cherchait à les vendre et leur martyre durait jusqu'à ce qu'ils trouvent enfin un homme qui les achète pour en faire ses domestiques.

Cet état de choses était déjà assez triste, les blancs sont encore venus l'aggraver (1) et du jour où le Soudan fut découvert il devint uniquement un lieu d'approvisionnement en « bois d'ébène » Grâce aux débouchés créés par les infâmes négriers pour le bétail humain, la traite s'est développée sur une grande échelle entraînant nécessairement des guerres injustes et inhumaines pour l'alimenter. Cet ignoble trafic a alors surpassé en horreur tout ce que l'on peut imaginer et, pour s'en convaincre, on n'a qu'à lire les anciens auteurs, témoins scandalisés de ces pratiques barbares. A leur récit, dans un haut le cœur, on comprend toute la honte qui rejaillit sur notre Europe dont le rôle civilisateur n'est pas de dépraver les instincts des peuples barbares, mais de les guider dans la voie de l'humanité et du progrès. Cette grave faute n'a été réparée qu'au siècle dernier par la suppression totale de ce scandaleux

1. « Nous n'hésitons pas à avancer que l'esclavage des noirs n'a pas pris son caractère cruel et sauvage que lorsque la race blanche s'est occupée de la traite » Colonel Borgnis-Desbordes, *op. cit.*

commerce dont l'existence avait duré plus que quatre cents ans.

Une autre cause d'esclavage presque aussi fréquente que la guerre, était la misère. Dans un pays comme le Soudan où chaque famille produisait juste pour sa consommation courante, la famine résultait du moindre événement qui empêchait la terre de produire ce qu'on en attendait. Seuls les groupements les plus forts résistaient parce que, plus riches et plus puissants, ils avaient pu mettre de côté de quoi parer à toute éventualité. Le noir qui mourait de faim, poussé par l'instinct de la conservation, n'hésitait pas à abandonner sa liberté et à offrir à ces maisonnées sa personne et son travail en échange des moyens de subsistance.

Cet esclavage volontaire revêtissait encore une autre forme, celle de la « caution humaine » (1) où le débiteur insolvable s'hypothéquait lui-même » (2) à son créancier, en principe jusqu'à ce qu'il soit quitte envers celui-ci, mais en fait pour toute son existence. Les liens de cette servitude pour dettes étaient d'ailleurs des plus lâches et des plus doux; c'est pourquoi celui qui ne pouvait acquitter un emprunt préférait se livrer lui-même à son prêteur avant que celui-ci ne se fasse autoriser à le saisir.

Enfin une dernière cause d'esclavage résidait dans les condamnations, étant donné que la peine était « consi-

1. François. *Notre colonie du Dahomey.*

2. Foa. *Le Dahomey.*

dérée par l'indigène comme un dédommagement plutôt que comme un châtiment » (1), il s'ensuivait que le délinquant était toujours puni d'une amende proportionnée à sa faute. Comme le plus souvent il ne pouvait la payer il devenait l'esclave de la partie lésée.

Telles sont les sources de l'esclavage en Afrique occidentale. Nous les avons toutes taries par le fait même de notre occupation, qui a eu aussi pour résultat d'interdire tout achat, tout échange même d'esclaves. « L'esclavage dans ce qu'il a de plus répugnant dans nos mœurs n'existe donc plus. Les captifs de case sont seuls reconnus et tolérés. (2) »

Qu'est-ce donc que le captif de case ?

C'est cet esclave que nous avons vu conservé par le maître comme auxiliaire dans ses travaux, c'est cet instrument indispensable pour travailler la terre sans lequel, comme nous l'avons dit, nulle richesse ne saurait exister. Nous allons montrer que sa condition n'a rien de pitoyable. Le captif de case n'est autre chose qu'un client, un domestique à vie et sans paye, mais entretenu par son maître et faisant partie de sa famille, plutôt qu'un véritable esclave. Il est moins traité en serviteur qu'en collaborateur utile.

« En Afrique les maîtres noirs exigent très peu de chose de leurs esclaves et sont pour eux d'une grande

1. Clozel et Villamu, *op. cit.*

2. Vuillot, *op. cit.*

douceur » (1) ; quand ils ne sont pas assez riches pour faire toute leur besogne, ils travaillent avec eux et comme eux. Les occupations des esclaves de case sont donc « celles des classes supérieures d'hommes libres » (2). Les hommes cultivent la terre, (« ouvrage extrêmement facile » car « le sol est si léger qu'il suffit de le remuer ») (3), soignent les bestiaux, vont chercher l'eau et le bois, sont employés à tous les travaux domestiques, « aux gros ouvrages » (4), font enfin les charrois et le portage. Les femmes pilent le grain, filent le coton, vont puiser l'eau, aident les épouses et les filles des membres libres de la même communauté aux travaux d'intérieur et même aux menus travaux des champs, se rendent enfin au marché pour y vendre les produits en excédent.

Les esclaves vivent entre eux dans la concession, ils forment dans la famille un groupement à part, ayant son chef, le plus ancien d'entre eux, qui est leur intermédiaire auprès du maître. Chaque captif y demeure avec ses enfants et sa femme, car il est rare qu'à l'état de servitude un homme en prenne plus d'une. Il la choisit généralement parmi les captives de la maisonnée avec l'assentiment du chef. Celui-ci lui fournit même la dot nécessaire pour en pousser une au

1. Général Faidherbe, *op. cit.*

2. Arcin, *op. cit.*

3. Mollien, *Voyage dans l'Intérieur de l'Afrique.*

4. Capitaine Binger, *Esclavage, Islamisme et Christianisme.*

dehors quand il n'en trouve pas au sein du groupe. Les enfants issus de ces mariages sont élevés avec ceux du maître dont ils partagent la nourriture, les jeux, la condition et plus tard les travaux, à tel point qu'on ne saurait les en distinguer, bien qu'ils soient esclaves de la famille, appartenant par conséquent non à leurs parents, mais à cette famille (à moins toutefois que les esclaves appartiennent à des personnes différentes auquel cas les enfants sont la propriété du maître de la femme). La patriache ne fait aucune différence dans le traitement « qu'il accorde à ses serviteurs et à ses parents ; il les appelle tous ses enfants, tous l'appellent leur père (1) ».

D'autre part s'il est peu fréquent de voir une femme libre épouser un esclave, on rencontrera très souvent un chef de groupe, ses frères, ses fils ou ses neveux se choisissant une concubine ou même une épouse parmi les jeunes captives de la maisonnée. Celles-ci se trouvent affranchies, si toutefois elles ont un enfant qui vive, et la seule différence qu'il y ait entre leur condition et celle des femmes libres réside en ce qu'elles ne peuvent dissoudre le mariage à leur gré. Naturellement leurs enfants naissent toujours libres.

Très souvent le captif qui aura su mériter l'estime du chef de case deviendra son « intendant » (2), son homme de confiance, son conseiller. Il sera craint et respecté à

1. Commandant Toutée. *Dahomé-Niger-Touareg*.

2. Delafosse, *Les Agni*.

l'égal de son maître (1) » et pourra ainsi s'élever « aux plus hautes situations » (2) quand celui-ci sera un chef important. Ce rôle de confident sera généralement dévolu au chef des captifs qui devient le maître de la maisonnée, l'administrateur responsable des biens du groupe quand, par suite du décès du patriarche, l'héritier naturel est trop jeune ou que, cas extrêmement rare, il n'y a pas de successeur mâle.

En échange de son travail « l'esclave reçoit le logement, le vêtement et la nourriture » (3) de son maître qui est responsable de sa conduite, de ses dettes et de ses méfaits. Il en résulte pour ce dernier sur son captif, comme d'ailleurs sur tous les autres membres de la communauté, le droit de correction, droit dont il n'usera que très rarement et dans la plus petite mesure, de peur de se voir abandonné par son esclave qui peut choisir un autre maître quand le sien est trop brutal. Il s'ensuit que les seuls cas « punis avec sévérité » seront « le vol et la désertion » (4). Ce châtiment pouvait même aller jadis jusqu'à la vente du coupable mais seulement dans les circonstances graves, car le captif de case est inaliénable comme représentant une « partie du capital familial indivis » (5), capital transmissible par héritage au nouveau chef de la commu-

1. Clozel et Villamur, *op. cit.*

2. Lieutenant-colonel Humbert, *Le Soudan Français.*

3. Brunet, *Le Dahomey.*

4. Caillié, *Journal d'un Voyage à Temboctou et à Jenné.*

5. Charles Monteil, *op. cit.*

nauté. Indépendamment de toute faute c'était simplement quand il y avait « absolue nécessité » (1), dans une période de grande disette par exemple, que le maître était autorisé à vendre ses captifs de case.

En revanche le captif a droit à la valeur de deux jours par semaine pour en disposer à sa guise. Il les utilise généralement à cultiver le lopin de terre ou à faire fructifier le pécule que le maître lui a généreusement abandonné, car rien ne peut lui appartenir, tout ce qu'il gagne, tout ce qu'il reçoit, étant pour le chef de la concession.

Ainsi donc, petit à petit, l'esclave de case arrive à se créer quelques économies qu'il peut employer à se racheter si toutefois il en éprouve le besoin. Mais il en fera rarement cet usage, car il a trop d'attachement à la famille, dont il fait partie intégrante et au milieu de laquelle il est heureux et satisfait de son sort, à telle enseigne qu'on en a vu très souvent refuser la liberté que leur maître leur octroyait en récompense de leurs services.

Jusqu'à présent nous n'avons envisagé que l'esclave de case vivant au sein du groupement familial (ce qui est le cas général), il y en a cependant qui en demeurent éloignés.

Ce sont d'abord ceux qui sont envoyés dans une plantation pour la faire fructifier. Ces captifs sont généralement ceux qui ont femmes et enfants et ils

1. Commandant Rémy, *op. cit.*

emmènent leur famille avec eux. Plusieurs citoyens d'un même lieu rassemblent ainsi très souvent les ménages les plus sérieux de leur domesticité pour les envoyer fonder un village aux champs sous le commandement de l'un d'eux qui en devient le chef et dont la dignité devient presque toujours héréditaire. Ces captifs ont une situation tout à fait indépendante et, moyennant le paiement d'un certain tribut, ne sont jamais inquiétés par leur maître qui les laisse cultiver et posséder pour leur compte propre.

En réalité de tels individus ne sont plus captifs mais bien affranchis. Ce sont des fermiers qui arrivent parfois à une certaine aisance et s'attachent des captifs et des artisans.

Il y a aussi ceux qui sont employés à des opérations commerciales par leur maître. S'ils y réussissent celui-ci leur laisse souvent un tant pour cent sur les bénéfices réalisés en sorte que beaucoup deviennent très riches. On en trouve ainsi d'établis à demeure dans les villes et qu'on ne soupçonnerait jamais d'être des esclaves.

Enfin ce sont ceux qui exercent un métier manuel pour le compte du chef de famille. Par ce fait ils restent souvent très longtemps éloignés de la maisonnée et malgré tout ils ne l'oublient jamais. Ils y reviennent dès qu'ils le peuvent en y rapportant scrupuleusement leur gain.

Nous avons dit précédemment que les esclaves des grands arrivaient souvent à des situations plus élevées

que bon nombre d'hommes libres. La condition des *captifs de la couronne* nous en offre un exemple. Ces individus provenant d'un prélèvement fait sur le butin ou d'une appropriation « par punition à titre d'amende » (1), devenaient les soldats du chef, leur maître, ses gardes, ses soutiens et ses favoris. Ils se partageaient « certaines charges » (2) telles que les commandements militaires et territoriaux, la perception des impôts etc., et arrivaient ainsi à acquérir une importance qui les rendait redoutables et les faisait respecter. Leur chef était l'homme le plus puissant après le roi dont il était l'intendant. Enfin ces captifs de la couronne ne faisaient pas partie de l'héritage personnel du souverain défunt mais de sa succession politique.

L'exposé que nous venons de faire de l'esclave de case, « modifiera peut être bien les opinions » (3), à son égard.

« En résumé cet esclave n'est pas plus malheureux que beaucoup de gens qui vivent au milieu de nous » (4) et sa situation est « équivalente à celle de paysans de bien des pays d'Europe avec cette différence que, si le blanc a la faculté de partir de son village, si bon lui semble, pour aller gagner sa vie ailleurs, le noir

1. Commandant Tellier, *op. cit.*

2. Carrère et Holle. *De la Sénégambie française.*

3. Colonel Borgnis-Desbordes, *op. cit.*

4. Capitaine Binger *Esclavage ; islamisme et christianisme,*

doit rester où son maître l'a placé mais se garde bien de se fatiguer au travail, sachant d'avance qu'en aucun cas on ne le laissera mourir de faim » (1). En effet l'esclave « membre de la famille peut refuser tout travail tandis que le père de famille ne peut se dérober à la nécessité de la nourrir et de l'entretenir » (2).

L'esclavage offre donc les deux résultats suivants : donner avec un labeur beaucoup moindre que celui de l'ouvrier européen, (qui travaille beaucoup plus et vit moins heureux préoccupé qu'il est du lendemain) une bien plus grande certitude de ne jamais mourir de faim. Effectivement la captivité assure l'existence jusqu'à la mort et l'esclave a « l'avantage sur l'homme libre de n'avoir aucun souci, aucune inquiétude relativement aux vieux jours » (3). Dans la société noire c'est en somme le maître, qui, tout en travaillant parfois beaucoup plus que ses gens, a tous les tracas.

Remarquons enfin que le captif n'occupe pas le dernier échelon de l'échelle sociale. Au dessous de lui il y a encore les gens de castes, méprisés au plus haut point et rivés en leur place alors que l'esclave, lui, n'est jamais mal considéré et peut faire partie de la classe libre.

A tout prendre, cette institution de la captivité soudanaise n'a donc rien de choquant, peut-être même

1. Famechon. *Notice sur la Guinée Française*.

2. Arcin, *op. cit.*

3. Commandant Tellier, *op. cit.*

vaut-elle « mieux que les plaies de nos sociétés civilisées où règnent le paupérisme et le crime » (1). C'est pourquoi M. Foret a pu dire avec quelque raison : « Je souhaiterais à plus d'un homme de nos climats l'esclavage chez les sauvages du centre de l'Afrique » (2).

Il ressort de cette étude que l'esclavage de case tel qu'il existe aujourd'hui en Afrique occidentale n'est pas une de ces pratiques que notre devoir d'hommes civilisés est d'abolir immédiatement.

Si nous voulions supprimer cette institution du jour au lendemain nous nous heurterions « à des difficultés inouïes provenant des mœurs du pays » (3). Il ne faut donc pas « songer à attaquer la question brutalement car alors, chose extraordinaire, non seulement on mettrait contre nous les hommes libres, qui seraient atteints dans leur fortune, mais encore les esclaves eux-mêmes, qui ne sauraient que faire de la liberté ainsi offerte. La liberté pour ces infortunés ce serait le souci de l'existence, du boire et du manger. Que deviendraient ces hommes dénués de tout esprit d'initiative et placés dans un milieu où le travail n'est pas organisé, où le salaire est inconnu, si, tout à coup, sans transition, on les délivrait sans leur assurer préalablement un travail rémunérateur ou un capital quelconque ? (4) » Au Sou-

1. Arcin, *op. cit.*

2. *Aux Bords du Niger.*

3. Foret, *Un Voyage dans le Haut Sénégal.*

4. Colonel Borgnis-Desbordes, *op. cit.*

dan en effet l'esclavage est essentiel au bon équilibre et à la prospérité de la société noire dans laquelle le problème de la main d'œuvre, nous l'avons dit, est « résolu par l'institution d'une sorte d'esclavage domestique à la conservation duquel le maître et l'esclave tiennent autant l'un que l'autre et ce n'est pas en un jour ni même en quelques années que l'on pourra substituer à cet esclavage le système de la main-d'œuvre salariée » (1). Dans de telles conditions la libération brusque serait « une lourde faute à tous les points de vue, politique, économique et même humanitaire; une telle mesure nous aliénerait à jamais l'esprit de tous les gens libres, de tous les riches surtout, qui ne verraient là qu'une spoliation et beaucoup fuiraient. Elle n'attirerait même pas à nous la population captive ainsi libérée qui tomberait dans une misère profonde, exposée à mourir de faim... Ce serait en même temps vouer le pays à la famine car les plantations faites en vue d'un personnel nombreux seraient irrémédiablement perdues, les gens libres réduits à eux-mêmes ne pouvant ni les entretenir, ni les protéger contre les animaux, ni même à eux seuls, faire la récolte. Ce serait enfin tuer toute espèce de commerce; quel traitant, quelle caravane consentirait à venir de l'intérieur pour se voir enlever tout le personnel captif? Les choses de première néces-

1. Clozel et Villamur, *op. cit.*

sité, le sel par exemple, feraient complètement défaut en peu de temps. (1) »

Un tel bouleversement, on le voit, aurait pour résultat d'arrêter l'essor de notre jeune colonie, de soulever contre nous les indigènes et de « nous engager dans des guerres coûteuses et sanglantes » (2). En conséquence nous ne devons toucher à la captivité « qu'avec quelque mesure et quelque discernement » (3).

Donc, si nous pensons que notre devoir est de faire disparaître cette pratique, nous devons ne faire usage que de la méthode lente et agir doucement.

Un premier pas a été fait dans cette voie par la création de nos villages de liberté. Les esclaves qui s'enfuyaient de chez leurs maîtres et qui ne sont pas réclamés à bref délai, y sont accueillis avec bonté. Nous leur donnons une habitation et des champs ainsi que les graines nécessaires aux semailles. Ils peuvent ainsi vivre en travaillant et après trois mois de présence au milieu de nous, nous leur assurons la liberté pour toujours (4) ». Malheureusement cette mesure n'a pas donné « tous les résultats qu'on en attendait » parceque les indigènes n'ont pas encore une mentalité assez développée. Ils ne peuvent avoir les conceptions qui nous semblent les plus élémentaires et « malgré tout ce que l'on peut dire aux

1. Commandant Tellier, *op. cit.*

2. Arcin, *op. cit.*

3. Clozel et Villamur, *op. cit.*

4. Lieutenant-colonel Humbert, *op. cit.*

habitants, ils se considèrent comme les captifs des commandants de cercle, représentant le chef des Français » (1).

D'ailleurs en général le captif qui a une vague notion de ce que peut être la liberté et auquel nous l'avons accordée sur sa demande, ce captif retournera de son plein gré prendre ses chaînes car, s'il s'attendrit en pensant à son ancien sort si heureux au sein de la famille, il regrette surtout d'avoir quitté « sa case où il vivait paisiblement, sa femme, ses enfants » si bien qu'il « partira un beau matin retrouver tout cela. Le cas inverse peut se présenter : les femmes captives libérées retournent souvent chez leur maître pour retrouver un mari, un bon ami » (2).

Bien que ces faits soient peu encourageants il ne faudrait cependant pas croire que jamais nous ne puissions arriver progressivement jusqu'à l'anéantissement complet de l'esclavage de case. Malgré la grande fécondité de la race noire où les captifs sont en très grande majorité, ceux-ci sont cependant voués à disparaître. Il y a à cela plusieurs raisons. En voici les principales. « 1° Nombre de non libres jeunes ne sont pas mariés, leur maître n'ayant pas de femme non libre à leur affecter parmi le personnel de sa case et ne pouvant leur en acheter une puisque nous interdisons ce trafic. Beaucoup, à juste titre mécontents de cet état de cho-

1. Arcin, *op cit.*

2. Commandant Tellier, *op cit.*

ses, s'évadent de chez leur maître et viennent demander leur affranchissement, au premier sujet de plainte qu'on ait à invoquer, ou viennent s'engager dans nos troupes et conquérir leur liberté... 2° Des non libres sont rachetés par leurs parents 3° Nous libérons tout captif qui est maltraité par son maître. 4° Nombre de femmes deviennent femmes d'hommes libres ou concubines de leur maître, or, dans ces deux cas les enfants nés de ces unions sont libres » (1). Ces unions du reste tendent à se généraliser, car elles sont bien moins onéreuses que les mariages avec les femmes libres dans lesquels l'homme doit apporter une dot souvent considérable.

En fin de compte, on constate que si nous voulons persévérer dans la voie où nous sommes entrés nous devons fatalement atteindre le but proposé dans un temps plus ou moins long.

Mais est-ce bien nécessaire de nous efforcer de renverser une institution utile et sans inconvénients graves ? Ne sommes-nous pas, en l'occurrence, victimes de « la fatuité qui nous porte invinciblement à juger les autres peuples d'après ce qu'est le nôtre et à considérer notre civilisation comme la seule capable d'assurer le bonheur d'une portion quelconque de l'humanité quels que soient son milieu et sa race » (1) et sommes-nous bien sûrs d'apporter à ce prétendu mal un remède qui lui soit supérieur ?

1. Delafosse. *Le Peuple Siéno ou Sénoufo*.

CHAPITRE II

La Famille

La famille est « le groupe d'individus composé d'un homme, de ses femmes et de ses enfants en bas âge (1) », c'est un fragment, un rouage de la maisonnée, base de l'édifice social et politique.

Le mariage

Le mariage est la source de la famille, mais sur ce point les idées des nègres sont très différentes des nôtres. C'est pourquoi, sans étudier à fond la psychologie noire, il convient de faire ressortir certains sentiments grâce auxquels les développements qui vont suivre seront plus intelligibles.

Tout d'abord le célibat est très mal vu, aussi bien chez l'homme que chez la femme, il est considéré comme une preuve d'impuissance ou de stérilité suivant le sexe, infirmité qui est la dernière des calamités, la suprême des humiliations.

1. Lieutenant Desplagnes. *Le plateau central nigérien*.

D'autre part l'amour repose « non pas sur une similitude de goûts et de sympathies, mais uniquement sur les attractions extérieures » (1) et le sentiment n'y joue aucun rôle tandis que les sens y sont tout. « Aimer, » « embrasser » sont des mots inexistants dans la plupart des dialectes indigènes de l'Afrique occidentale. La jalousie est, en conséquence, inconnue. La femme éprouvera bien de l'envie quand son mari traitera mieux qu'elle une autre épouse, elle s'en trouvera mortifiée, mais elle n'en sera jamais jalouse, au sens le plus fréquent où nous employons ce vocable. Quant à l'homme, pour qui tout le charme de la femme provient de sa jeunesse (et cela se comprend si l'on songe que dans ce pays les travaux pénibles et les maternités nombreuses ont tôt fait de la déparer), peu lui importe la virginité de la jeune fille, l'existence pour elle d'anciennes liaisons souvent fécondes. Il se marie pour avoir des enfants, éléments essentiels de force et de richesse, il ne fera donc pas de difficulté pour épouser une fille qui a donné des preuves de sa fécondité, qualité très appréciée. Bien plus il sera parfois très fier du nombre d'amants qu'elle a pu avoir, « cela prouve qu'elle n'est pas sans valeur et qu'elle a su se faire estimer à son juste prix » (2). Même outragé, le mari ne répudiera

1. John Lubbock, *Les origines de la civilisation*, traduction Barbier.
2. Hovelacque. *Les nègres de l'Afrique sus-équatoriale*.

pas souvent l'adultère. Pour lui il n'y aura pas, de ce fait, tache à son honneur, mais plutôt préjudice à sa propriété, puisqu'il a acheté sa femme ; il se contentera donc de demander une indemnité au séducteur. D'ailleurs en confessant elle-même spontanément sa faute, l'infidèle livre toujours le nom de son complice, seul responsable comme ayant sciemment abusé de la faiblesse et de l'ignorance de la femme. Dans ces conditions, on le comprend, certains maris indécents ne se font pas scrupule de tirer profit de leurs infortunes conjugales, surtout si l'on songe que la négresse ne s'abandonne jamais gratuitement, même à son époux. En ce faisant elle croirait se déprécier et « partant de ce principe qu'une chose a d'autant plus de valeur qu'elle est payée plus cher, elle veut recevoir des cadeaux nombreux même si elle n'en a nul besoin. » Cela tient du reste à ce que l'indigène se fait de la vénalité une toute autre idée que nous. Ainsi « un homme riche, notable de son village, n'hésitera pas à tendre la main et à emporter un cadeau de cinquante centimes (1). »

Ceci posé, remarquons que, bien qu'un grand nombre de noirs se contentent, par nécessité du reste, d'une seule femme, la polygamie est une pratique admise dans toute l'Afrique occidentale. Loin d'être une « institution contraire au bon fonctionnement de la société indigène » c'est « une nécessité de l'existence de ces régions » (2).

1. Famechon, *op. cit.*

2. D'Albéca, *La France au Dahomey*.

« Les causes qui engendrent la polygamie sont multiples : chez les Soudanais les soins du ménage incombant à la femme sont si nombreux qu'il est pour ainsi dire impossible à une seule femme de suffire à cette besogne. L'eau se trouve quelquefois à une assez grande distance dans certains villages : une femme est chargée de cet approvisionnement. La manutention des céréales et la préparation des aliments prend un temps infini. On délivre aux femmes le grain et les épis. Il faut le battre, le vanner, puis le piler dans un mortier en bois, ou le moudre entre deux pierres, pour le réduire en farine. Enfin, il faut cuire la nourriture ; cette préparation est tellement laborieuse que, dans certains pays, les femmes, pour ne pas être en retard, doivent commencer à piler le matin avant le jour. Tous les aliments se servent dans de la vaisselle en bois ou dans des calebasses. Il faut après chaque repas les porter à la rivière ou au puits et procéder à un récurage qui est très long, si l'on veut manger dans des récipients propres. Enfin il faut fabriquer la graisse, le savon, les condiments et ce ne sont pas de vaines opérations. Ce sont encore les femmes qui font certaines cueillettes, celles du cotonnet de l'indigo par exemple. Enfin la femme participe longuement au travail des champs, c'est elle qui va chercher le bois. Si l'on veut s'habiller, il faut préparer le coton, en extraire la graine, le carder, le filer, etc. Il faut aussi laver le linge. S'il y a des enfants il y a surcroît de besogne. Enfin chez tous les peuples fété-

chistes ou musulmans il existe la coutume suivante : Dès qu'une femme est enceinte son mari n'a plus aucun rapport avec elle ; il en est de même pendant tout le temps que l'enfant n'est pas sevré. Comme dans tous ces pays l'enfant n'est sevré que vers l'âge de trois ans, on peut estimer à quatre ans avec la gestation le temps où le mari n'a pas de rapports avec sa femme » (1).

Maintenant qu'est-ce que le mariage ? C'est tout simplement le contrat synallagmatique de la vente. Un père s'engage à livrer sa fille en échange d'une dot, somme débattue et fixée, que lui fournit le futur ou sa famille. Si ce marché de gré à gré est une fructueuse opération commerciale pour le père, qui se débarrasse ainsi avantageusement de sa fille, c'est aussi pour le jeune homme un trafic plein de profits, grâce auquel il obtiendra une femme pour le servir et lui donner des enfants qu'il fera travailler. Quelquefois les deux parties ne font ensemble qu'une convention pour l'avenir : c'est le cas où la jeune fille est promise dès sa naissance, son bas âge ou son enfance, souvent même « dès le ventre de sa mère » (2). Il y a alors en quelque sorte des fiançailles d'où découle pour le futur ou sa famille l'obligation de faire à la famille de sa fiancée de fréquents cadeaux qui paient en partie son entretien. C'est seulement quand celle-ci a atteint l'âge de la puberté qu'elle est livrée moyennant le paiement de la dot convenue. Cependant il ne faudrait

1. Capitaine Binger *Esclavage, Islamisme et Christianisme*.

2. Isert, *op. cit.*

pas croire que les fiançailles constituent un pacte indissoluble. Les parents peuvent refuser de livrer leur enfant lorsqu'elle est nubile, soit qu'ils aient trouvé pour elle un parti plus avantageux, soit pour toute autre raison. Mais alors ils doivent rendre au jeune homme ou à sa famille les dépenses faites. Si c'est ce dernier qui se retire, il doit, à titre d'indemnité, abandonner tous ses débours.

Il est très rare que la dot soit versée en totalité lors de la tradition de la femme. Généralement l'homme ou sa famille ne sera pas assez riche pour disposer en bloc d'une telle somme. A ce moment donc une notable partie sera seule versée à charge de payer le reste par acomptes.

Cette dette sera toujours entre les deux familles la source de désaccords et même de conflits dont la femme supportera en fin de compte tout le poids. Au milieu de sa pénible existence elle aura à souffrir encore de tracasseries relatives à ces questions d'intérêts et ne puisera guère la force de vivre dans un tel enfer que dans sa maternité.

Le paiement du reliquat de la dot se complique du reste très souvent d'autres problèmes très confus et à peu près insolubles ayant trait à des obligations soit antérieures, soit postérieures, surtout s'il y a eu divorce, auquel cas le conjoint dans son tort perd le montant de la dot. Ainsi les choses traînent en longueur au grand désagrément de tous et à tel point que

l'on voit très fréquemment un homme attendre après la somme qu'il recevra en échange de sa fille pour liquider la dot qu'il doit aux parents de sa propre femme.

Puisque le mariage est un contrat, il est, comme toute convention, soumis à certaines conditions de validité dont la principale est le consentement des parties. Les parties sont : le chef de famille de l'épouse et le père de celle-ci, si ces deux personnes sont différentes, l'époux et son chef de famille. Quant à la mère du jeune homme ou de la jeune fille, il ne sera jamais question d'elle. On la consultera toutefois si l'on a quelque déférence pour elle, mais sans attacher d'importance à son sentiment qui n'a ni nécessité ni valeur. Enfin, en ce qui touche la jeune fille, la première intéressée pourtant, on ne la prévient qu'au dernier moment, quand tout est réglé, sans se préoccuper si l'union lui plait ou non. Cependant, dans la pratique, le garçon a l'habitude, avant toute démarche, de prendre avis de celle qu'il désire épouser, en sorte que lors des premiers pourpalers « c'est souvent décidé entre les deux jeunes gens » (1).

Les autres conditions sont : le versement total ou partiel de la dot avec, comme contre-partie, la tradition de la jeune fille, enfin, la bonne foi des deux côtés.

Les formes en lesquelles le mariage est célébré diffè-

1. Foa, *op. cit.*

rent avec la contrée. Quelquefois les nouveaux mariés feront prononcer leur union par un ministre quelconque, marabout ou féticheur, selon leur croyance religieuse, ou par le conseil des notables du village, par celui même de la famille, quelquefois le mariage résultera simplement de la perfection du contrat.

Au Soudan, comme partout ailleurs, il y a des empêchements au mariage.

La parenté jusqu'à un certain degré, variable selon les endroits s'oppose à toute union. En pays noir, elle ne résulte que des liens du sang, jamais de l'alliance.

Un homme ne peut également pas se marier avec les deux sœurs, ou ce qui revient au même, deux frères ne peuvent épouser deux sœurs, car, à la mort de l'un d'eux, le survivant deviendrait le mari à toutes deux, d'après les lois successorales. Ceci naturellement n'implique pas qu'un veuf ne puisse convoler avec la sœur de sa femme décédée, il est seulement interdit d'avoir en même temps deux sœurs comme épouses.

Nous avons vu aussi que les gens de caste ne pouvaient se marier qu'entre eux et que, si les unions entre eux et des femmes esclaves étaient assez fréquentes (unions qui à proprement parler ne sont souvent que des concubinages) jamais, pour ainsi dire, une femme libre ne prenait un captif comme époux.

L'impuberté enfin est cause d'empêchement au mariage et de plus il est nécessaire que les deux conjoints soient sains de corps et d'esprit.

De même que chez nous, le mariage dans l'Afrique occidentale entraîne pour les époux des devoirs réciproques.

Le mari doit entretenir sa femme, c'est-à-dire la loger, la nourrir, la vêtir et pourvoir à ses besoins. Il doit également l'aider et l'assister, la traiter avec bonté et remplir vis-à-vis d'elle ses devoirs conjugaux. S'il est polygame, il aura les mêmes obligations envers chacune de ses épouses entre lesquelles il s'efforcera de tenir la balance égale. En ce qui concerne le dernier point, chacune devra recevoir sa visite un certain nombre préfixé de nuits par semaine et il ne devra, en principe seulement, il est vrai, avoir aucune relation extra-conjugale, ce en quoi faisant il se montrerait infidèle à ses femmes.

La femme doit à son mari fidélité, obéissance et respect. Elle est obligée d'élever avec soin les enfants que son époux lui donne, de suivre celui-ci, s'il le veut, partout où il lui plaît d'aller résider *temporairement*, enfin, avec les aliments qu'elle a reçu à l'avance, de préparer la nourriture pour tout le monde chaque fois que le maître l'honore de sa visite.

Le mariage se dissout par le divorce qui « est excessivement facile à obtenir » (1).

Le mari peut le demander d'abord pour cause d'adultère de sa femme mais il est très rare qu'il rompe les liens conjugaux pour cette raison. Il se contente le plus souvent et tout simplement, comme nous l'avons

1. Arcin, *op. cit.*

vu, de faire verser une indemnité au complice de sa volage moitié. Au surplus dans un pays comme le Soudan où « la fidélité conjugale passe pour un mythe » (1) il n'existerait pas de ménages si tous les époux trompés répudiaient leurs femmes.

Si, d'autre part, son mariage le laisse sans postérité, le noir pourra, de ce chef, le rompre à son avantage car la femme nullipare est toujours présumée stérile et c'est seulement au cas où toutes les épouses d'un même homme n'ont pas eu d'enfants que celui-ci peut être déclaré impuissant.

Enfin si le futur a reçu l'assurance, lors du versement de la dot, que la jeune fille était vierge et s'il ne la trouve pas telle, il pourra, dans ce cas, résoudre le contrat car il y aura dol à son égard.

La femme a le droit de demander le divorce pour mauvais traitements de la part de son mari : coups infligés brutalement sans motif plausible, injures grossières, etc., quand celui-ci refuse de l'entretenir, manque à ses devoirs conjugaux, ou s'absente trop longtemps, enfin même lorsqu'il n'est pas suffisamment généreux.

Il convient encore de remarquer que le divorce par consentement mutuel est très fréquent et a lieu pour les raisons les plus futiles. En cette occurrence les époux règlent la situation à l'amiable car dans tout autre cas se pose la délicate question de l'attribution de la dot.

1. Aspe. Fleurimont, *op. cit.*

L'arbitre qui prononce la séparation définitive (marabout, féticheur, conseil de famille ou de village, suivant les circonstances et les régions), a la tâche ardue de démêler si le conjoint qui se plaint est fondé à le faire, le divorce est alors prononcé en sa faveur et emporte déplacement de la dot au détriment de l'autre époux. Si donc c'est le mari qui a tort il perd tout ce que lui-même ou sa famille a versé à la famille de sa femme, si au contraire c'est cette dernière, sa famille doit rendre tout ce qu'elle a reçu. De là une nouvelle obligation qui vient fréquemment embrouiller les dettes réciproques des deux maisonnées, dettes souvent très compliquées.

Terminons enfin en constatant que la femme enceinte ne quitte la case du mari qu'après son accouchement et que les enfans à la mamelle restent toujours avec leur mère jusqu'à ce qu'ils soient sevrés, à charge bien entendu pour le père de fournir une pension pour leur entretien.

Condition de la femme

Les développements qui précèdent nous montrent qu'« au milieu de toutes les classes il y a encore une énorme distinction à faire entre l'homme et la femme : si peu qu'il soit, il est tout, elle, n'est rien, ne compte pas » (1).

1. Foa, *op. cit.*

La femme est en effet regardée comme « un être inférieur » (1), une machine à faire des enfants et de l'ouvrage. « C'est à elle que sont dévolus les plus pénibles travaux (2) » ; en un mot c'est une bête de somme.

Tenue dans un perpétuel état de subordination qui ressemble beaucoup à la servitude, elle passe en se mariant « de la domination de son père sous celle de son mari (3) » pour revenir sous la puissance de son chef de famille si elle divorce.

En réalité elle est bien un « objet de valeur marchande » (4) qui s'achète et qui « se transmet par héritage » (5).

Quelle que soit la situation de son époux, fût-il le citoyen le plus pauvre, fût-il au contraire le chef le plus puissant, la femme travaille toujours de même et n'est jamais mieux considérée. Cela n'a rien d'étonnant : le noir l'a acquise uniquement pour en tirer profit. Même il achètera toujours des femmes de préférence à des esclaves car ceux-ci ne sont jamais aussi souples que celles-là.

Etant donné le faix considérable de besogne sous lequel plie la misérable créature, on ne sera pas surpris de la voir faire tous ses efforts pour persuader à

1. Raffenel. *Nouveau Voyage dans le Pays des Noirs*.

2. Docteur Rançon. *Dans la Haute Gambie*.

3. Aspe Fleurimont, *op. cit.*

4. Madrolle, *op. cit.*

5. *Haut Sénégal et Niger*.

son époux de prendre une autre femme qui deviendra pour elle une aide précieuse et la soulagera d'autant. Si même l'homme n'est pas assez riche pour payer la dot d'une nouvelle épouse, sa femme, toujours dans le même but, essaiera de le faire entrer en concubinage avec une esclave. Dans un cas comme dans l'autre elle tâchera d'imposer son choix « pour prévenir l'union de son mari avec une femme pour laquelle elle aurait de l'antipathie » (1).

De ce que la femme en Afrique occidentale est la chose de l'homme, il s'ensuit que ce dernier a le droit de la corriger et même de la vendre s'il en a de sérieux motifs naturellement.

Enfin si la femme peut posséder quelques biens propres provenant des cadeaux de sa famille, des dons de son mari ou des gains qu'elle a réalisés en travaillant en sus du labeur pénible qui lui incombe, elle ne peut jamais hériter. Son pécule lui reste en cas de divorce et il revient au mari quand elle meurt.

A cette condition vraiment affligeante les malheureuses ont un léger dérivatif. « Les négresses ont toutes la passion de la maternité ; c'est une consolation de leur vie misérable ; c'est sur le fruit de leurs entrailles qu'elles épuisent leurs trésors de tendresse, le seul être qui leur rende un peu de leur amour, et

1. Famechon, *op. cit.*

Dieu sait pourtant ce que l'enfant leur coûte de fatigues et de souffrances (1). »

« Le noir n'admet pas les femmes à vivre avec lui ». Mari et épouses ont leur case personnelle et spéciale. Les femmes doivent être traitées sur un pied d'égalité absolue : cependant « elles sont classées entre elles suivant leur rang d'ancienneté dans la maison » (2), et c'est toujours la première épousée, surtout si elle a été mère, qui « dirige les travaux du ménage » (3). Exempte de tout labeur, elle a le droit de commander aux autres. Le mari en fait sa confidente, écoute ses conseils et prend souvent son avis.

Généralement parmi toutes ses épouses, le nègre a une favorite, laquelle, faveur très appréciable, il dispense de travail. Mais dès que son sentiment change à l'égard de celle-ci, ce qui a lieu assez vite, elle redevient ce qu'elle était avant, la même que les autres.

Si le mari est assez juste et possède quelque peu de tact, ses femmes s'accorderont presque toujours assez bien car, ayant besoin les unes des autres, elles ne feront jamais de difficulté pour s'entr'aider ; en sorte que « malgré les tiraillements incessants, malgré les jalousies, les rancunes, les haines », on n'aura « pas trop de désordre à constater » (4).

1. Chaudoin, *op. cit.*

2. Le Brun Renaud. *Les possessions françaises de l'Afrique occidentale.*

3. Lieutenant Desplagnes, *op. cit.*

4. Abbé Bouche, *op. cit.*

Condition des enfants

De ce fait qu'au Soudan la femme est « un capital (1), » découle tout naturellement cette conséquence que les enfants qu'elle produit sont la propriété du mari qui « peut en disposer comme bon lui semble » (2).

Du jour de sa naissance jusqu'à ce qu'il soit sevré, l'enfant reste avec sa mère, qui vaque à ses nombreux et durs travaux sans jamais s'en séparer car elle le porte sur les reins, accroupi dans un pagne.

Par suite de la nature de l'alimentation, par suite du manque de lait animal, le bébé tette très longtemps, jusqu'à l'âge de trois ans, parfois même quatre (ce qui ne l'empêche pas d'ailleurs de manger entre temps) et lorsqu'il quitte le sein il marche et parle parfaitement.

Nous avons dit que pendant toute cette période de l'allaitement la mère ne devait pas avoir de relations avec son époux, cette règle est toujours strictement observée car « l'opinion commune du pays est que le lait des femmes s'altère par le commerce des hommes et que les enfants en contractent de grandes maladies » (3).

Du jour où il est sevré jusqu'à ce que l'on puisse commencer à l'employer utilement, c'est-à-dire jusque

1. Gaube. *La Côte d'Ivoire*.

2. Docteur Rançon, *op. cit.*

3. *Histoire générale des Voyages*.

vers l'âge de raison, le petit est abandonné à lui-même, on le laisse se débrouiller tout seul et s'élever comme il peut ; sa mère bien entendu ne se désintéressera pas de lui, ne le perdra pas de vue et continuera à lui prodiguer, quand elle le pourra, ses soins et ses caresses, mais elle ne l'aura pas sans cesse à ses côtés, n'ayant pas le temps de s'en occuper constamment.

A sept ans donc l'enfant travaille, le garçon avec les hommes, la fille avec les femmes, sans être ni mieux ni plus mal considéré que tout autre membre de la maisonnée, libre ou même esclave. Il n'y a d'ailleurs aucune différence dans leur condition, qu'ils appartiennent à la famille la plus humble ou au contraire à celle du chef.

Dès que la jeune fille est devenue nubile, son père cherche à la marier. Quant au jeune homme, considéré comme majeur dès qu'il a atteint l'âge de la puberté, (âge auquel l'autorité paternelle sur lui « n'est plus que morale ») (1) il quitte souvent la maison à ce moment, pour un temps, parfois pour toujours, dans le but de faire fortune au loin. S'il reste au pays, son père ne tarde pas à lui faire prendre femme et à lui confier alors « une part des biens de famille pour les faire valoir au plus grand profit de la communauté » (2).

1. Arcin, *op. cit.*

2. Charles Monteil, *op. cit.*

Il résulte de cette éducation que « l'affection filiale » est « moins tendre à l'égard du père qu'à celui de la mère, » car « le système de la polygamie affaiblit l'amour paternel en le partageant entre les enfants des différentes femmes » (1) et « le père ne peut consacrer qu'un instant très court » (2) à chacun d'eux.

Du reste le noir a sa façon de les aimer : il ne s'en soucie que fort peu et s'occupe rarement de ce qui leur advient, bien qu'il soit très content de les avoir. S'il est riche d'ailleurs, il en a tellement qu'il en vient à ne plus les reconnaître.

Le nègre n'oublie donc jamais sa mère : elle est l'objet de toute sa sollicitude, tandis qu'il n'a que de la crainte pour son père qui ne s'est à peu près occupé de lui que pour tirer quelque chose de son travail ou pour le brutaliser.

Quand un homme épouse une femme qui a déjà eu un enfant, (ce qui a lieu fréquemment la maternité ne dépréciant pas la jeune fille, au contraire), il l'adopte généralement à moins que le père naturel ne l'ait déjà fait. Ce dernier agit souvent ainsi bien qu'il ne soit que moralement obligé à entretenir son enfant. Dans le cas, très rare, où ni l'un ni l'autre ne voudrait le reconnaître, la femme ne sera jamais embarrassée de lui trouver un père légal. Elle en fera hommage à quelqu'un, le plus souvent à son frère aîné, qui, se trou-

1. Mungo-Park. *Voyage dans l'Intérieur de l'Afrique*.

2. Noirot., *op. cit.*

vant très honoré, ne refusera jamais, car, en ces contrées, nous le savons, un enfant est un instrument de travail, partant une somme de profits.

Cette remarque, jointe au peu de souci qu'a le mari de la fidélité de ses épouses, fait comprendre la facilité avec laquelle l'homme accepte toujours la paternité des enfants qu'elles lui donnent, fût-il persuadé qu'ils ne lui appartiennent en rien. Le vieil adage romain *Pater is est quem nuptiæ demonstrant* s'applique ici dans toute sa rigueur. Le mari ne fera jamais aucune difficulté pour reconnaître le fruit avéré de l'adultère de sa moitié, et, si, après une longue absence, il trouve à son retour sa femme enceinte ou mère de quelque enfant qu'il n'a matériellement pas pu engendrer, il le considérera cependant comme sien. Au cas de mort de l'époux, tout enfant posthume, même né un an après son décès, lui est toujours imputé, car, en agissant ainsi, on est toujours sûr de ne pas aller à l'encontre de la volonté du défunt.

C'est parce que de nombreux enfants sont un facteur de richesse que tout homme libre légitime ceux qu'il peut avoir avec ses captives, lesquelles sont affranchies du même coup. Bien plus, quand cet individu aura fécondé l'esclave d'un autre, il la rachètera généralement, elle ou son enfant, pour que ce dernier n'appartienne pas au patron de sa mère, car les enfants des captifs sont la propriété du maître qui les considère comme les siens propres.

Mais si le père est maître absolu de ses enfants et a toute l'autorité sur eux, il a aussi toutes les charges. Il doit les nourrir, les loger, les vêtir et pourvoir à leurs besoins. Il est également responsable de leurs dettes et de leurs infractions, ce qui implique comme corollaire le droit pour lui de les corriger sans toutefois les maltraiter ni les frapper sans motif valable. Il pouvait même jadis les vendre dans les cas graves ou lorsqu'il y avait nécessité absolue et avait la faculté de les donner en garantie d'une dette pressante.

Quant à la mère elle ne possède « aucune autorité propre; elle n'a que le reflet de celle de son mari » (1). Cependant, tant que les enfants sont jeunes et dépendent d'elle, elle a sur eux le droit de réprimande et de correction.

De leur côté, les enfants doivent respect et obéissance à leurs parents et, lorsque ceux-ci sont devenus vieux ou impotents, ils ont le devoir de subvenir à leurs besoins. Ce n'est guère d'ailleurs qu'à ce moment qu'ils s'occupent d'eux et si alors ils ont quelque déférence pour leur père, c'est parce que c'est un vieillard et qu'à ce titre il doit être respecté. Le seul être pour lequel ils aient vraiment de l'attention est leur mère à qui ils sont redevables des quelques douceurs de leur enfance.

Si le père est *alieni juris* (pour employer une expression latine qui s'applique exactement à la situation) c'est-à-dire si, n'étant pas lui-même chef de

1. Arcin, *op. cit.*

famille, il vit sous la dépendance du maître de la maisonnée, à son autorité et à sa puissance se superpose alors celles de ce patriarche entre les mains duquel il abdique la majeure partie de ses droits.

La conséquence toute naturelle de la condition des enfants chez les noirs se traduit dans les lois successorales qui se ressentent du « peu de foi qu'ils ont dans la vertu de leurs femmes » (1) et de « l'incertitude qui plane toujours sur le père » (2) en sorte qu'à peu près partout rien « n'a pu encore tuer la vieille règle en vertu de laquelle la filiation n'existe d'une façon certaine que par la femme » (3). Rares sont en effet les lieux, non islamisés où le fils aîné hérite seul de son père, ce qui est le mode musulman, car, dans la plupart des pays, la succession appartient aux collatéraux utérins, à ceux de la ligne ascendante d'abord, puis, après son complet épuisement, à ceux de la ligne descendante, à moins qu'elle ne se trouve restreinte simplement à cette dernière. On est ainsi certain que l'héritage ne sortira pas de la famille et ne passera pas aux mains d'individus de sang étranger.

L'héritier a la charge de prendre toutes les femmes du défunt, ce qui permet de ne pas perdre une seule dot. Il est bien évident que si cet héritier est le fils du *de cuius* il n'épousera pas sa propre mère ; il la retiendra

1. Hecquard, *Voyage sur la Côte et dans l'Intérieur de l'Afrique occidentale*.

2. Carrère et Holle *op. cit.*

3. Dreyfus *Six mois dans l'Atté*.

cependant près de lui pour la combler d'égards.

Enfin le successeur doit élever à ses frais les enfants du mort qui ne sont pas en état de gagner leur vie ; il devient ainsi leur tuteur.

Remarquons, en terminant, que le père répugnera le plus souvent à laisser ses fils absolument dénués de tout par suite de l'hérédité cognatique qui les dépose complètement. S'il le peut, il les avantagera toujours avant sa mort dans une proportion qui varie avec l'affection qu'il a pour chacun d'eux.

CHAPITRE III

Les Groupements

Les Groupements naturels

La maisonnée. — Le mariage, en créant la famille, devient le point de départ de la maisonnée, à moins que celle-ci n'existe déjà, auquel cas il n'en produit ainsi qu'un rouage.

La maisonnée forme au Soudan un groupement des plus importants. C'est par son extension que s'est constituée la société primitive ; elle est le centre de l'organisation sociale, « le premier échelon des institutions politiques » (1).

Elle se compose de l'ensemble des individus de tous sexes et de toutes conditions qui vivent sous la puissance d'un même chef et l'autorité d'un même conseil. C'est en somme le régime patriarcal réunissant « les descendants d'un même ancêtre » (2), leurs femmes, leurs enfants et leurs gens sous la domination du plus âgé, qui doit s'inspirer, dans la direction des affaires de

1. Delafosse, *Les Agni*.

2. Arcin, *op. cit.*

la communauté, de l'avis des principaux membres qui la composent.

Chaque maisonnée comprend un nombre plus ou moins élevé de cases encloses d'une même enceinte et forme ainsi un tout bien complet. Cette unité d'ailleurs n'est pas simplement matérielle, elle est aussi « à la fois une unité sociale, économique et judiciaire. — C'est une unité sociale parce que l'individu est absorbé par le groupe, son intérêt est sacrifié à l'intérêt général. — C'est une unité économique car elle pratique la division du travail pour une production strictement nécessaire aux besoins de la consommation. (1) » — C'est enfin une unité judiciaire en ce sens que le patriarche, assisté de son conseil, tranche les contestations entre ses subordonnés et punit leurs fautes.

Une telle organisation suppose une direction unique et puissante, d'où le pouvoir exclusif du chef de famille tempéré toutefois par celui de l'assemblée familiale. A lui sont dévolues toutes les attributions. « Rien ne se fait, rien ne se décide que sur son avis et par ses ordres. (2) » Il est l'administrateur et le détenteur du patrimoine indivis dont il a la gestion. « Tout ce qui est dans la maison lui appartient, femmes, enfants, esclaves, tous sont à lui au même titre que les animaux et autres biens. (3) » C'est lui qui « répartit

1. *Haut Sénégal et Niger.*

2. *Commandant Tellier, op. cit.*

3. *Abbé Bouche, op. cit.*

les tâches, distribue le grain, la viande, le lait et préside avec les vieillards aux travaux des champs » (1).

Aucun mariage ne peut avoir lieu sans son autorisation car les biens communs se trouvent alors intéressés : l'union des femmes les accroît tandis que celle des hommes les appauvrit. Du reste en ce qui concerne les membres mâles du groupe, l'obligation du patriarcat de leur donner des épouses découle de celle qu'il a de les pourvoir de tout ce qui leur est nécessaire.

Le chef de famille a même « le droit d'exiger l'obéissance de tous les membres, de les faire travailler » et « de les punir » (2), mais par contre, il est responsable des actes et délits de chacun d'eux et tenu de leur donner justice, aide et protection. « Son autorité » d'ailleurs « comme l'obéissance, se mesure au besoin de chacun et ne s'exerce qu'avec ménagement (3) »

Enfin il est le « prêtre des génies domestiques » (4) ; et les honneurs, les offrandes et les sacrifices qu'il fait s'adressent aux mânes des ancêtres de la famille et plus spécialement au fondateur de cette famille » (5). Ce rôle est des plus importants. La famille est sous l'empire constant des ancêtres défunts. On est persuadé

1. Lieutenant Desplagnes, *op. cit.*

2. *La Côte d'Ivoire*, notice publiée par le gouvernement général de l'Afrique occidentale française.

3. Capitaine d'Ollone, *De la Côte d'Ivoire au Soudan et à la Guinée*.

4. Clozel et Villamur.

5. Arcin, *op. cit.*

que d'eux seuls dépend la prospérité ou le malheur, il faut donc se les rendre favorables. Il est tout naturel qu'on charge de cette mission le plus âgé des vivants qui est déjà un ancêtre, et qui, plus près que tout autre des aïeux décédés, en est le représentant terrestre. Ce caractère quasi sacré du patriarche explique pourquoi il ne pourrait en aucun cas être destitué de ses fonctions, fût-il infirme ou aliéné, pourquoi aussi son pouvoir était si fort.

Tous les individus qui composent la maisonnée, en dehors de son chef, ne sont que des instruments d'exécution entre les mains de celui-ci et doivent travailler en commun, sous sa direction et son contrôle, au bien-être de tous.

Chacun est obligé de fournir à la communauté une certaine somme de travail par semaine, s'il veut profiter de ses bienfaits et de ses produits. Il emploie le temps qu'il a de reste à son gré et à son profit et les bénéfices qu'il retire des travaux qu'il exécute à ces moments-là, en dehors et en surplus du labeur d'intérêt commun, lui sont absolument personnels. Ce qu'il y gagne sert à le nourrir et à l'entretenir, à constituer aussi, s'il le peut, un petit pécule qui lui appartient en propre.

Enfin tous les membres du groupe familial sont tenus de s'assister réciproquement et d'avoir pour le chef le plus grand respect, de lui obéir aveuglément en toute circonstance.

Le conseil de famille, avons-nous dit, refrène l'abso-

lutisme du patriarche. Celui-ci ne peut prendre aucune décision importante sans l'avis de celui-là. Ce conseil est l'organe essentiel de l'institution de la maisonnée et ses pouvoirs sont très étendus.

Il comprend tous les hommes mûrs ayant femmes et enfants et certains officiers, pourrait-on dire, pris parmi les gens de castes et les gens serviles. L'influence de ces derniers est parfois considérable et l'opinion du chef des captifs, de celui des griots ou de celui des forgerons est souvent prépondérante.

Il y a là en somme comme une sorte de régime représentatif, les membres de l'assemblée étant les commettants et le patriarche le représentant du groupe, ce dernier devant toujours agir dans l'intérêt de la maisonnée d'après la ligne que lui ont tracée ceux-là.

Dans la maisonnée les attributs du chef et les prérogatives du conseil sont deux choses connexes. Les pouvoirs que nous avons énumérés comme étant ceux du patriarche sont donc aussi ceux de l'assemblée familiale, puisque ces deux rouages fonctionnent simultanément et ne peuvent rien l'un sans l'autre.

En conséquence, le conseil de la maisonnée, sous la présidence du chef, a le rôle délibératif et exécutif. Il examine la conduite à tenir chaque fois que l'intérêt général est engagé et décide ce qui sera fait. Il est chargé de l'administration des biens indivis et par suite se prononce sur l'opportunité des mariages projetés. Il répartit aussi le travail et les produits entre les mem-

bres de la communeuté. Il possède enfin le rôle judiciaire car il s'érige en tribunal connaissant « les délits commis par les membres de la famille au préjudice de la famille elle-même et au point de vue civil des contestations survenues entre deux membres » (1).

b) Le *village*. — Le village n'étant qu'un agrégat de maisonnées, il n'y a rien d'étonnant à ce que son organisation soit calquée sur celle du groupement familial. Comme celui-ci, nous le voyons dirigé par un chef assisté d'une assemblée, le conseil des notables, composé de tous les patriarches du lieu.

Le village est le seul groupement politique qui ait existé primitivement, du reste, à l'heure actuelle encore, les peuplades les moins avancées de l'Afrique occidentale n'en connaissent pas d'autre.

En cet état de choses, le chef est nommé à l'élection par tous les chefs de maisonnée, dont le choix porte généralement sur le plus âgé qui devient le président de leur assemblée. Ce chef ne possède « que l'action, laissant la délibération aux notables » (2). Cette délibération a lieu dans des réunions que nous appelons « palabre » (3).

Le chef de village est un administrateur responsa-

1. Clozel et Villamur. *op cit.*

2. *Haut-Sénégal et Niger*.

3. « Le mot palabre — qui vient de l'espagnol *palabra* (parole) — signifie tout à la fois, réunion, discussion et conférence. En Afrique, les noirs pour qui le temps n'est rien palabrent pour la moindre des choses ». Noirot, *op. cit.*

ble de sa gestion devant ses administrés dont il émane. Il est chargé de l'exécution des décisions prises par le conseil des notables et, si dans un cas non prévu une mesure ayant trait aux intérêts collectifs lui semble opportune, il doit en référer à l'assemblée qui l'approuve ou la rejette.

Le chef de village s'occupe de la salubrité publique, de la voirie, de la police, du recouvrement des prestations dues par chaque groupe pour la communauté. Il reçoit les étrangers qui passent dans le village, s'il n'y ont aucun parent ou ami, et les héberge ou leur enseigne une famille où il pourront trouver le gîte. Il organise également le contingent des guerriers qui doit repousser les attaques ou prendre part aux expéditions projetées. Son grand âge l'empêchera le plus souvent de les commander lui-même, c'est pourquoi les citoyens choisiront à cet effet parmi eux un chef militaire dont les pouvoirs seront temporaires, parfois viagers. Ce sera le plus fort, le plus brave, le plus redouté ou le plus audacieux de tous qui sera toujours désigné.

En sa qualité de prêtre des esprits locaux, le chef décide encore de la date des semailles et des récoltes. Enfin il rend la justice en des palabres où il est entouré de son conseil jugeant au contentieux. « Ce tribunal connaît les délits commis par un habitant du village au préjudice d'un autre habitant appartenant à une famille différente, des affaires civiles intéressant deux ou plu-

sieurs familles du village » (1) et des appels des sentences rendues par les conseils de famille.

Ces attributions sont parfois très absorbantes, c'est pourquoi, lorsque le chef du village a trop à faire, quelques notables lui sont adjoints pour le seconder. C'est ainsi que dans les grandes agglomérations on trouve toute une organisation urbaine qui comprend notamment des chefs de quartier.

On pourrait croire d'après cela que la situation du chef de village est une sinécure très enviable. Il n'en est rien ; pour honorifique qu'elle est, cette fonction ne laisse pas que d'être souvent difficile : pour pouvoir vraiment quelque chose il faut jouir d'une grande autorité.

Enfin « rappelons que les hameaux et bourgs de captifs ont aussi leurs chefs, sorte d'intendants très écoutés du maître et auxquels tous les habitants doivent obéissance » (2).

Dans le village, groupement indépendant, toutes les affaires ainsi que la justice sont, en somme, du ressort d'un chef assisté d'un conseil en sorte que ce n'est pas une erreur de dire que la constitution municipale fait corps avec l'organisation familiale.

Nous avons dû complètement changer cette institution mais nous avons eu l'adresse de lui conserver sa forme primitive. Aujourd'hui les chefs de village ne sont que

1. Clozel et Villamur, *op. cit.*

2. Arcin, *op. cit.*

nos créatures, que nos agents, et l'administrateur les fait agir à sa guise. Il en est de même du tribunal des notables qui actuellement juge à notre façon et « d'après les coutumes indigènes qui sont appliquées en tant qu'elles ne portent atteinte ni à la moralité ni à l'humanité » (1).

Cette réforme, nécessaire si l'on veut tenir le pays, avait d'ailleurs été appliquée avant nous par tous les fondateurs de royaume qui se sont succédés au Soudan. Dans chaque contrée soumise à leur domination les chefs de villages n'étaient que leurs auxiliaires, la plupart du temps choisis et nommés par eux. Ils avaient pour mission de transmettre les ordres du souverain et de veiller à leur application, de recueillir l'impôt, de réunir en cas de guerre le contingent du village et de l'amener au monarque.

c) *Le royaume.* — Indépendamment de ces empires créés par les conquérants noirs par la fusion des contrées où ils avaient porté leurs armes victorieuses sous couleur d'évangélisation islamique, mais en réalité pour se procurer des ressources, il s'est formé dans tout l'ouest africain, au delà du village, des groupements politiques plus ou moins développés selon les lieux et qui nous ont offert toutes les variétés de gouvernements depuis la confédération de petites républiques jusqu'à la monarchie absolue.

Malgré leurs tendances marquées à l'autonomie, mal-

1. Charles Monteil, *op. cit.*

gré leurs désirs de posséder toutes leurs franchises d'allures, les habitants des villages en certains endroits ont senti le besoin de se grouper et ils se sont alliés avec leurs voisins. Ainsi se sont constituées des sortes de confédérations composées de villages indépendants mais qui se « réunissent et obéissent au plus ancien lorsqu'ils veulent attaquer ou se défendre » (1). A leur tête se trouve le plus souvent le village le plus important avec le chef le plus honoré.

Mais parfois les liens si lâches qui unissent ce village aux autres se resserrent quelque peu et l'union, d'abord provisoire et en vue des cas d'urgente nécessité, devient définitive et durable. Le président de la confédération superpose alors son autorité à celle de tous les autres chefs et il se forme un nouveau groupement qui s'organise sur le modèle du village, son chef étant élu par les chefs secondaires qui forment autour de lui un conseil, le conseil des anciens, sorte de sénat, sans lequel il ne peut prendre aucune décision. Il se crée ainsi une forme spéciale de gouvernement : la monarchie élective « mitigée par une gérontocratie puissante » (2).

Avec cette institution, l'évolution n'est pas encore terminée.

Elle se fait dans le sens de l'absolutisme pour le monarque, de la subordination absolue pour l'assemblée.

1. Capitaine Brosselard-Faidherbe. *Casamance et Mellacorée*.

2. Fleuriot de Langle. *Croisières à la Côte occidentale d'Afrique*.

Un premier stade est franchi avec le type de la « république théocratico-aristocratique » (1) telle qu'elle a existé au Fouta-Djalou. Là, le conseil des anciens, toujours aussi puissant, y nomme bien encore le souverain mais son choix est borné à certaines familles privilégiées. L'almamy, chef mahométan à la fois politique religieux et militaire, y est pris pour deux ans parmi les Alfaïs et les Sorias à tour de rôle et ne possède guère que le pouvoir exécutif.

Au degré supérieur, nous voyons le sénat réduit à un rôle purement consultatif, le droit d'élection du prince n'appartenant plus qu'à certains personnages, et une royauté à vie, apanage d'une seule famille ; c'est le régime préconisé jadis chez les Ouoloffs, musulmans pour la plupart, particulièrement dans le Oualo et le Cayor.

Enfin nous arrivons au terme avec une dernière phase dans laquelle le roi est tout-puissant, les avis du conseil n'étant « suivis qu'autant qu'ils cadrent avec les intentions du maître » (2) ; du reste les principaux chefs qui le composent « n'ont pas d'initiative ni de responsabilité propre », puisqu'ils ne sont que les créatures et les « esclaves du maître » (3) omnipotent. Dans ces conditions, quand ces dignitaires éliront le potentat parmi les princes de la maison royale ils ne feront jamais que

1. Carrière et Holle, *op. cit.*,

2. Heudebert. *Promenades au Dahomey*.

3. Malavialle. *Le Dahomey*.

ratifier le choix antérieur du despote défunt. Tel était le système des peuples du Dahomey, peuples exclusivement fétichistes.

Il est intéressant de remarquer que, quand le choix du chef par les notables cesse d'être arbitraire mais se restreint au profit d'une fraction déterminée d'individus, le droit de régner devient « héréditaire quant à la famille dans laquelle le roi est pris » (1), « électif quant à la personne à qui les rênes du gouvernement sont confiées » (2). Ce n'est, bien entendu, que le principe, car, très souvent, par un coup de force, par abus de sa toute-puissance, le roi imposera son remplaçant à l'acceptation des électeurs. Mais, chose vraiment curieuse, quelque désir qu'il ait de voir son fils aîné en sa place, la force de l'usage est telle qu'il se croira le plus généralement obligé d'appeler au pouvoir son héritier d'après la coutume indigène, c'est-à-dire le plus âgé de ses collatéraux utérins, et cela même si sa religion est l'Islam, pour qui l'héritage politique a lieu par ordre de primogéniture dans la ligne directe.

L'autorité passera ainsi aux mains d'un vieillard ordinairement incapable en sorte qu'elle sera réellement « exercée dans ce cas par un parent plus jeune ou mieux doué » (3).

Sitôt que le village a perdu son autonomie au profit

1. Capitaine Crosson-Duplessis. *L'Ethnographie de la Côte d'Ivoire*.

2. Abbé Bouche, *op. cit.*

3. Capitaine Piétri, *op. cit.*

d'un groupement plus élevé qui l'englobe, un rudiment d'organisation se fait jour qui se précise et se développe à mesure que le royaume sort de l'état embryonnaire pour atteindre sa forme définitive.

Les villages sont généralement réunis en provinces plus ou moins importantes, subdivisées parfois elles-mêmes en sous-provinces ou cantons. A leur tête se trouve un agent du roi, nommé par celui-ci, le plus ordinairement avec l'assentiment de ses administrés. Plus le souverain tendra à l'absolutisme, plus ce gouverneur perdra de son pouvoir pour ne plus devenir qu'un simple instrument dépourvu de toute initiative. Dans ce cas le monarque imposera à chaque province, à chaque canton, voire même à chaque village, un de ses parents, un de ses captifs, un de ses favoris, homme de confiance tout dévoué dont il est absolument sûr. Ce système lui permettra ainsi de diriger le pays en maître tout-puissant.

D'autre part, au fur et à mesure qu'augmente l'autorité du roi, nous voyons se multiplier les gens de son entourage pour former une véritable cour. D'abord modeste près d'un chef peu influent cette suite de quelques conseillers, ministres, guerriers, esclaves et gens de castes « dont le principal devoir est de former un cortège au roi quand il sort » (1) finit par comprendre,

1. Laumann. *A la Côte occidentale d'Afrique.*

près d'un grand autocrate « un nombre infini de dignitaires » (1).

Les attributions du roi sont des plus variées. Dans une monarchie tempérée « sa puissance ne peut enfreindre la coutume et a comme limite la puissance de ses vassaux » (2). Il administre et juge sans recours mais avec l'assistance de son conseil. Dans une monarchie absolue, au contraire, « terres et gens lui appartiennent » (3), et sa personne sacrée est tout et peut tout.

Dans un cas comme dans l'autre son action administrative s'exerce par l'intermédiaire des chefs d'unité qui reçoivent les ordres et sont responsables de leur exécution: Enfin « il évoque à son propre tribunal les affaires importantes et les cas où il y a vie des accusés » (4). Il juge en somme en dernier ressort les crimes, les appels des tribunaux inférieurs et les différends qui peuvent surgir entre les diverses unités administratives.

Tout ce que nous venons de dire a trait à un état de choses qui n'existe plus actuellement parce qu'il était incompatible avec notre domination. Pour être vraiment maîtres du pays, en effet, il fallait que notre autorité y fût fortement assise, d'où l'obligation pour

1. Abbé Laffitte, *Le Dahomé*.

2. Arcin, *op. cit.*

3. Chaudouin, *op. cit.*

4. Chaper, *Rapport sur une Mission scientifique dans le Territoire d'Assinie*.

nous de réduire à l'impuissance les rois nègres qui la pouvaient tenir en échec.

C'est à cette besogne délicate et souvent incommode que nous avons employé les premières années de notre établissement en Afrique occidentale. Le succès a fini par couronner nos efforts et nous avons pleinement réussi dans la tâche entreprise sans toutefois trop froisser les indigènes, supprimant radicalement les royaumes inconciliables et intransigeants, dont le maintien aurait été un danger constant pour nous, et imposant aux autres plus accordants une suzeraineté qui les met en fait à notre entière discrétion.

Groupements artificiels

a) *Réunions de circoncis.* — En dehors de la maisonnée, du village, de l'état, dont il fait partie de par sa naissance, il n'est pas rare, de voir le nègre appartenir encore à une de ces sociétés, si nombreuses et très en honneur dans tout l'Ouest africain, à laquelle il s'affilie librement au cours de son existence. Le noir soudanais a, en effet, une tendance très marquée à l'association. Il y trouve un réconfort à la vie pénible qu'il mène au milieu d'une communauté marâtre qui sacrifie sa personnalité à l'intérêt général et au sein de laquelle il ne trouve ni l'affection, ni l'aide ni les joies qui sont les seuls palliatifs à sa condition misérable.

Le premier germe de ces associations se rencontre dans la vie commune à laquelle sont atteints les jeunes gens quelque temps avant et après leur circoncision. Cette opération, (un des événements les plus importants de la vie de l'indigène, qu'il soit mahométan ou fétichiste), donne lieu à de grandes réjouissances, à des agapes gargantuesques, c'est pourquoi on la pratique toujours l'année qui suit une récolte abondante car elle n'a pas lieu tous les ans mais à des périodes assez irrégulières.

Les jeunes patients sont réunis quelques semaines avant la cérémonie et, confiés à la « garde d'un surveillant nommé à cet effet » (1), ils « habitent ensemble une case spéciale » (2) situé généralement en dehors du village et qu'ils quittent pour retourner dans leur famille quand ils sont parfaitement guéris.

Pendant toute la durée de leur retraite, ils reçoivent une instruction religieuse et morale, et, en dehors de leur gardien, qui « a pour mission de veiller attentivement sur eux, de ne les abandonner jamais » (3), ils obéissent à un chef, choisi parmi eux à l'élection, à moins que ce ne soit l'aîné ou le premier circoncis. Ils vivent sur le pied de la plus grande égalité et « tous leurs actes doivent s'exécuter en commun » (4). Ils se doivent aide, protection et assistance et sont « soumis

1. D^r Rançon, *op. cit.*

2. Laumann, *op. cit.*

3. Carrère et Holle, *op. cit.*

4. D^r Lasnet. *Une mission au Sénégal.*

à la discipline la plus sévère » (1). Le temps qu'ils passent ensemble est aussi « pour eux une période de désœuvrement et d'amusement. Ils vont le jour de porte en porte chanter des chansons et quêter leur nourriture » (2) et courent ainsi les villages voisins où ils sont toujours « bien reçus et bien traités par les habitants. » (3) Au cours de ces promenades ils « ont la liberté de commettre toutes sortes d'excès sans être soumis au châtement de justice » (4).

Ces pratiques ne sont pas réservées aux seuls garçons, les filles y sont également soumises sous la garde d'une matrone.

Sociétés confraternelles. — De cette vie commune et de cette retraite naît, une amitié très étroite, une fraternité indissoluble plus forte que la fraternité naturelle. C'est toujours avec le plus vif plaisir que les co-circonsis se reverront et se réuniront et la plupart du temps ils formeront entre eux une association confraternelle dans le but de s'amuser et de faire bonne chère, de se défendre et de se secourir mutuellement.

Dans chaque village, quelque petit qu'il soit, on rencontre toujours plusieurs de ces sociétés. Elles ont à leur tête un chef choisi différemment suivant les races, assisté généralement d'un factotum chargé de trans-

1. Dr Rançon, *op cit.*

2. Vuillot, *op cit.*

3. Mungo Park, *op cit.*

4. *Histoire générale des Voyages* (d'après Moore.)

mettre ses ordres et d'un délégué qui a pour mission de faire respecter les statuts. Elles organisent, seules ou avec le concours de leurs voisines, des chasses, des pêches, des banquets dont les dépenses sont soldées par le produit d'amendes infligées aux sociétaires pour cause d'infraction aux règlements. Ces prescriptions sont d'ailleurs baroques à souhait pour être plus facilement enfreintes par les membres, ce qui alimente la caisse d'autant.

Ces associations sont aussi, nous l'avons dit, des sociétés de secours mutuels. Ceux qui en font partie « se doivent toujours aide et assistance surtout au moment du mariage et dans les débuts d'une entreprise agricole ou commerciale » (1). C'est ainsi que, l'union de l'un d'eux une fois décidée (le plus souvent d'ailleurs après l'entremise du chef), tous l'aideront de tous leurs moyens et iront, par exemple, avec lui, cultiver le champ de ses beaux-parents ou construire sa case.

Les différents groupements confraternels ont entre eux d'excellents rapports ; ainsi, quand, dans un même village, l'un d'eux festoie, il est d'usage qu'il envoie quelques victuailles aux autres à titre d'hommage de bonne camaraderie. Bien plus, les liens qui unissent ces sociétés sont tellement étroits que, si un membre de l'une d'elles se déplace temporairement ou change de résidence, il n'a, en quelque lieu qu'il se trouve, qu'à se

1. Lieutenant Desplagnes, *op. cit.*

présenter à l'association des gens de son âge de cet endroit pour être immédiatement accueilli parmi eux sans aucune difficulté.

Il n'y a pas que les hommes qui se réunissent ainsi, les femmes le font elles aussi entre elles et d'après les mêmes principes. « Mais leur vie est trop occupée ou trop cloîtrée pour qu'elles puissent se récréer aussi facilement et fréquemment que les hommes » (1) qui, du reste, ne le leur permettraient sans doute pas.

c) *Sociétés secrètes*. — Les associations dont nous venons de parler vont parfois au delà de leur but primitif pour devenir de véritables instruments politiques confinant aux sociétés secrètes, avec leurs mots de passe, leurs signes de ralliement et même leur langage particulier.

En ce qui concerne ces dernières sociétés « il semble que leur vrai but ait été tout d'abord philanthropique » (2), leurs membres s'étant unis dans l'intention de se secourir mutuellement et de se défendre contre toute contrainte, toute oppression extérieure. Par leur force, par la puissance occulte et extra-terrestre qu'elles s'attribuaient, elles surent vite se faire redouter et si elles arrivèrent aussi facilement à leurs fins, elles ne laisserent pas que d'abuser fréquemment de leur autorité en des circonstances non prévues originairement. A l'heure présente les sociétés secrètes, sociétés politico-

1. Charles Monteil. *op. cit.*

2. Abbé Boilat. *op. cit.*

religieuses très importantes chez les féchitistes, rassemblent des individus hiérarchisés et « agrégés de diverses manières et bien solidement pour un intérêt commun » qui « agissent de concert pour atteindre un but dont le vulgaire et beaucoup d'affiliés de bas étage ne voient que les résultats grossiers sans comprendre la portée réelle de l'institution ni se rendre compte des moyens employés par elle ».

Il existe « autant de petits foyers d'associations qu'il y a de peuplades ou au moins d'agglomérations d'habitants quelque peu denses et sans solution de continuité. Ces sociétés partielles sont d'autant plus solidement constituées et d'autant plus puissantes que la peuplade est plus sauvage, plus éloignée encore de l'action envahissante des Mahométans » (1). Cependant il faut observer que dans tout l'ouest africain l'indigène affilié à l'une quelconque de ces sociétés « est par cela même affilié à toute société analogue en quelque localité qu'il soit » (2).

Les renseignements que nous avons sur ces sectes sont très vagues car on n'a jamais pu rien tirer de l'indigène à ce sujet. Tout ce que nous savons c'est que le culte secret est pratiqué en des lieux retirés, le plus souvent au fond des bois, où nul profane ne peut pénétrer sciemment ou non sous peine de mort. C'est là que vi-

1. Docteur Béranger Féraud. *Notes sur la Secte des Simos chez les Peuplades de la Côte Occidentale d'Afrique.*

2. Charles Monteil, *op. cit.*

vent les chefs mystérieux de l'association, c'est là qu'ont lieu les initiations et qu'à des époques fixes se tiennent les assemblées.

Pour l'initiation, qui comporte vraisemblablement plusieurs degrés, les nouveaux adeptes opèrent une retraite assez longue dans l'enclos sacré. Pendant ce « stage » (1) on les instruit, on leur inculque l'idée d'obéissance passive aux ordres supérieurs et on leur fait prêter le serment de garder le secret le plus absolu sur tout ce qu'ils ont vu, entendu et appris. Enfin, après quelques épreuves préparatoires, on leur enseigne, avec le langage conventionnel, les mots de passe et les signes de reconnaissance de la société.

Leur noviciat une fois terminé, les néophytes qui ont été jugés dignes de remplir certaines fonctions entrent en exercice, les autres retournent au village avec mission de surveiller et d'espionner tout ce qui s'y passe.

Quant aux assemblées elles ont pour but d'abord d'effectuer les cérémonies générales du culte puis de prendre des décisions qui sont toujours exécutées quelles qu'elles soient, enfin de juger les membres de la société qui, à cet effet, comparaissent près du tribunal arbitral.

« Continuellement au courant de ce qui se passe dans la contrée » (2), ces « espèces de franc-maçonnerie » (3)

1. Bour, *Les Dépendances du Sénégal*.

2. Madrolle, *op. cit.*

3. Mollien, *op. cit.*

très redoutées ont un pouvoir réel exorbitant basé surtout sur l'exploitation de la crédulité des uns et de la faiblesse des autres.

Assistant et protégeant leurs affiliés en toute occasion, elles ont développé chez les indigènes des idées de solidarité, de fraternité et d'égalité et « bien que moins bruyantes qu'autrefois par crainte de notre autorité » (1), elles n'ont cependant pas disparu.

Il y a là encore une de ces institutions importantes, d'autant moins à négliger qu'elle est plus impénétrable, avec laquelle on fera sagement de compter.

1. Charles Monteil, *op. cit.*

Vu : le Président de la thèse.

LESEUR

Vu : le Doyen.

LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
Pour le Vice-Recteur
l'Inspecteur d'Académie

BONNARIC

BIBLIOGRAPHIE

Albéca (d'). — Les établissements français du golfe de Bénin. 1889.

— La France au Dahomey, 1895.

Arcin. — La Guinée française, 1907.

Aspe-Fleurimont. — La Guinée française, 1900.

Aube. — Trois ans de campagne au Sénégal. (Revue des Deux Mondes, 1^{er} janvier 1863).

Barret (D^r). — L'Afrique Occidentale, 1888.

Bayol (D^r). — Voyage en Sénégal, 1888.

Bérenger-Feraud (D^r). — Les peuplades de la Sénégal, 1879.

— Notes sur la secte des Simos chez les peuplades de la côte occidentale d'Afrique, (Revue d'anthropologie, t. III, 2^e série), 1880.

Binger (Capitaine). — Du Niger au golfe de Guinée, 1889.

— Esclavage, Islamisme et Christianisme, 1891.

Boilat (Abbé). — Esquisses sénégalaises, 1853.

Bonneau (Lieutenant). — La Côte d'Ivoire.

Borgnis-Desbordes (Colonel). — La France dans l'Afrique Occidentale, 1884.

Bouche (Abbé). — La Côte des Esclaves et le Dahomey, 1885.

Bour. — Les dépendances du Sénégal, 1885.

Brosselard-Faidherbe (Capitaine). — Casamance et Mella-corée.

Brunet. — Le Dahomey et dépendances. 1900.

Caillié. — Journal d'un voyage à Temboctou et à Jenné,
1830.

Carrère et Holle. — De la Sénégambie française, 1855.

Chaper. — Rapport sur une mission scientifique dans le
territoire d'Assinie (Archives des missions scien-
tifiques, t. XII, 3^e série), 1885.

Chaudoin. — Trois mois de captivité au Dahomey, 1891.

Clapperton. — Deuxième voyage dans l'intérieur de l'Afri-
que, traduction Eyriès et la Renaudière, 1829.

Clozel. — Dix ans à la Côte d'Ivoire, 1906.

Clozel et Villamur. — Les coutumes indigènes de la Côte
d'Ivoire, 1906.

Côte d'Ivoire (La). — Notice publiée par le gouvernement
général de l'Afrique Occidentale Française, 1906.

Crosson-Duplessis (Capitaine). — L'Ethnographie de la Côte
d'Ivoire. (Bulletin du Comité de l'Afrique Fran-
çaise, mai-juin 1900, supplément).

Dahomey (Le). — Notice publiée par le gouvernement géné-
ral de l'Afrique Occidentale Française, 1906.

Delafosse. — Les Agni (Anthropologie), 1893.

— Le peuple Siéno ou Senoufo (Revue des études
ethnographiques et sociologiques, n^{os} 1, 2 et 3),
1908.

Denham et Clapperton. — Voyages et découvertes dans le
Nord et dans les parties centrales de l'Afrique, tra-
duction Eyriès et la Renaudière, 1826.

Desplagnes (Lieutenant). — Le plateau central nigérien, 1907.

Dreyfus. — Six mois dans l'Attié.

Dubarry. — Voyage au Dahomey, 1879.

Dubois. — Tombouctou la mystérieuse, 1897.

Durand. — Voyage au Sénégal, 1802.

Eysséric. — Rapport sur une mission scientifique à la Côte d'Ivoire (Nouvelles archives des missions scientifiques, t. IX), 1889.

Faidherbe (Général). — Le Sénégal, 1889.

Famechon. — Notice sur la Guinée Française, 1900.

Féris (Dr). — La Côte des Esclaves (Archives de médecine navale, t. XXXI), 1879.

Fleuriot de Langle. — Croisières à la côte occidentale d'Afrique (Tour du monde, 1872 et 1873).

Foa. — Le Dahomey, 1895.

Fonssagrives. — Notice sur le Dahomey, 1900.

Foret. — Un voyage dans le Haut Sénégal. 1888.

— Aux bords du Niger, 1888.

Foureau. — D'Alger au Congo par le Tchad.

François. — Notre colonie du Dahomey, 1906.

— L'Afrique Occidentale Française, 1906.

Frey (Général). — Campagne dans le Haut Sénégal et le Haut Niger. 1888.

— Côte occidentale d'Afrique. 1890.

Galliéni (Général). — Voyage au Soudan Français. 1885.

— Deux campagnes au Soudan Français. 1891.

Gaube. — La Côte d'Ivoire. 1901.

Gray et Dochart. — Voyage dans l'Afrique occidentale, traduction Huguet. 1826.

Haut Sénégal et Niger. — Notice publiée par le Gouvernement général de l'Afrique Occidentale Française. 1906.

Hecquard. — Voyage sur la côte et dans l'intérieur de l'Afrique occidentale française. 1853.

Heudebert. — Promenades au Dahomey. 1902.

Histoire générale des voyages dirigée par l'abbé Prévost. 1749.

Hovelacque. — Les nègres de l'Afrique sus équatoriale. 1889.

Humbert (Lieutenant-Colonel). — Le Soudan français. (Bulletin de la Société de Géographie de Paris, t. XI), 1891.

Ibn Batouta. — Voyages. Traduction Defremery et Sanguinetti.

Ibn Khaldoun. — Histoire des Berbères. Traduction de Slane.

Isert. — Voyages en Guinée et dans les Iles Caraïbes. 1793.

Jouan (Commandant). — La Guinée. 1885.

Labarthe. — Voyage au Sénégal. 1802.

— Voyage à la côte de Guinée. 1803.

Labat (Père). — Nouvelle relation de l'Afrique occidentale 1728.

Laffitte (Abbé). — Le Dahomé. 1874.

— Le pays des Nègres. 1881.

Laing. — Voyage dans le Timanni, le Kouranko, et le Sulimana. Traduction Eyriès et la Renaudière. 1826.

Lartigues (Commandant). — Notice sur les Maures du Séné-

gal et du Soudan. (Bulletin du Comité de l'Afrique française, juillet 1897, supplément).

Lasnet (Dr). — *Chevalier, Cligny et Rambaud*, Une mission au Sénégal. 1900.

Laumann. — A la côte occidentale d'Afrique.

Le Brun Renaud. — Les possessions françaises de l'Afrique occidentale. 1886.

Lenz (Dr). — Timbouctou, traduction Lehautcourt.

Lota (Dr). — Deux ans entre Sénégal et Niger, 1887.

Madrolle. — Notes d'un voyage en Afrique Occidentale, 1894.

— En Guinée, 1895.

Mage. — Voyage dans le Soudan Occidental, 1868.

Malavialle. — Le Dahomey (Bulletin de la Société Languedocienne de Géographie, tome XIII), 1890.

Marchand (Colonel). — L'esclavage et l'islamisme devant la civilisation. (Bulletin du Comité de l'Afrique Française, février), 1898.

Mattéi (Commandant). — Bas Niger, Bénoué, Dahomey, 1890.

Mauritanie (la). — Notice publiée par le Gouvernement Général de l'Afrique Occidentale Française, 1906.

Mollien. — Voyage dans l'intérieur de l'Afrique aux sources du Sénégal et de la Gambie, 1820.

Mondière. — Les nègres chez eux. (Revue d'anthropologie, tomes III et IV) 1880 et 1881.

Monnier. — De la côte d'Ivoire au Soudan. (Compte rendu des séances de la société de Géographie de Paris), 1892.

— France noire, 1894.

Monteil (Lieutenant Colonel). — Un voyage d'exploration au Sénégal, 1882.

— La civilisation au travers des âges, 1906.

Monteil (Charles). — Monographie de Djenné, 1903.

Moreau (Lieutenant). — Ethnologie de la « Notice générale sur le Soudan », 1897, (Lithographié).

Mungo Park. — Voyage dans l'intérieur de l'Afrique, traduction Castera, an VIII.

Nebout. — Notes sur le Baoulé (A travers le monde, décembre 1900 et janvier 1901).

Noirot. — A travers la Fouta Djallon et le Bambouc.

Olivier. — Le Sénégal, 1906.

Ollone (d') (Capitaine). — De la côte d'Ivoire au Soudan et à la Guinée, 1901.

Pérignon (Capitaine). — Haut Sénégal et Moyen Niger, 1901.

Péroz (Capitaine). — Au Soudan Français, 1889.

— Au Niger, 1895.

Piètri (Capitaine). — Les Français au Niger, 1885.

Pruneau de Pommegorge. — Description de la Nigritie, 1789.

Raffenel. — Voyage dans l'Afrique Occidentale, 1846.

— Nouveau voyage dans le pays des Noirs, 1856.

Rançon (Dr). — Dans la Haute Gambie, 1894.

Reichenbach. — Etude sur le royaume d'Assinie. (Bulletin de la Société de Géographie de Paris, t. XI), 1891.

Rémy (Commandant). — La Ségambie (Lithographié), 1883.

Repin (Dr). — Voyage au Dahomey (Tour du monde) 1863.

Ricard (Dr). — Le Sénégal, 1865.

Rouget. — La Guinée, 1906.

Sanderval (de). — De l'Atlantique au Niger par le Fouta-Djallon, 1882.

— Kahel, 1893.

Sorbiers de la Tourrasse (du). — Au pays des Woloffs.

Smith. — Nouveau voyage de Guinée, 1751.

Tautain (Dr). — Notes sur les castes chez les Mandingues (Revue d'Ethnographie, t. III, 1884).

— Notes sur les croyances et pratiques religieuses de Banmanas (Revue d'Ethnographie, t. III, 1884).

— Etudes critiques sur l'Ethnologie et l'Ethnographie des peuples du Bassin du Sénégal (Revue d'Ethnographie, t. VI, 1885).

Thomann. — La Sassandra (Bulletin du Comité de l'Afrique Française, octobre-novembre 1900, supplément).

Tellier (Commandant). — Autour de Kita.

Toutée (Commandant). — Dahomé, Niger, Touareg, 1897.

Vallon. — La Casamance, dépendance du Sénégal.

Vigné d'Octon. — Terre de mort : Soudan et Dahomey, 1892.

— Journal d'un marin.

Vuillot. — Notes sur le Baol (Bulletin du Comité de l'Afrique Française, juillet 1898, supplément).

TABLE DES MATIÈRES

	Page
INTRODUCTION.....	7
CHAPITRE I. — Les personnes.....	21
1° Hommes libres.....	21
2° Gens de caste.....	28
3° Esclaves.....	39
CHAPITRE II. — La famille.....	58
1° Mariage.....	58
2° Condition de la femme.....	68
3° Condition des enfants.....	72
CHAPITRE III. — Les groupements.....	79
1° Groupements naturels.....	79
a) Maisonnée.....	79
b) Village.....	84
c) Royaume.....	87
2° Groupements artificiels.....	93
a) Réunion de circoncis.....	93
b) Sociétés confraternelles.....	95
c) Sociétés secrètes.....	97
BIBLIOGRAPHIE.....	101

